

# Une vision pour espérer, une volonté pour transformer

---

[www.unevisionpour\*\*esperer\*\*-unevolontepour\*\*transformer\*\*.fr](http://www.unevisionpour<b>esperer</b>-unevolontepour<b>transformer</b>.fr)



# PLAN DE LA CONTRIBUTION

---

<b>Une vision pour espérer, une volonté pour transformer</b>	<b>1</b>
<b>I- Bâtir une société d'autonomie, de responsabilité et de solidarité</b>	<b>4</b>
I-1 Des protections adaptées pour un accès réel aux droits	5
I.2. Accompagner tous les temps de la vie	11
I-3 Bien vivre ensemble	13
I-4 La culture, vecteur d'émotion et de cohésion	20
I-5 Générations internet	22
<b>II- Redonner un avenir à la France</b>	<b>24</b>
II-1 Le développement durable : plus qu'une alternative, un progrès nécessaire	24
II-2 Repenser et retrouver la croissance	27
II-3 Réinventer la ville	31
II-4 Moderniser l'Etat	34
<b>III- Un nouvel internationalisme</b>	<b>36</b>
III 1- Retrouver l'Europe	36
III-2 Agir pour le Sud, maintenant	40
III-3 Pour une paix durable	42
III-3 Pour une mondialisation des normes sociales et environnementales	44
<b>IV- Remettre la société en mouvement</b>	<b>45</b>
IV-1 Des institutions adaptées aux exigences de la démocratie	45
IV-2 Des acteurs sociaux confortés	46
IV-3 Des citoyens écoutés et actifs	47
IV-4 Un parti mobilisé pour une gauche solidaire	48
<b>V- Conclusion</b>	<b>50</b>

# Une vision pour espérer, une volonté pour transformer

---

Notre pays est plein d'atouts : une position géographique avantageuse, des ressources naturelles importantes, une histoire et une culture riches et reconnues, des infrastructures solides et modernes, une population dynamique et qualifiée, des entreprises compétitives.

Et pourtant, il va mal. L'économie fait du surplace. Les inégalités s'accroissent. La France n'a plus confiance en elle-même, et ne voit pas de raison d'espérer. Non seulement ses dirigeants actuels ne préparent pas l'avenir, mais les protections sociales sont rognées méthodiquement, jour après jour. L'image de la France dans le monde est abîmée.

La société dans laquelle nous vivons est dure.

Comment accepter que dans un pays aussi développé que le nôtre on ne donne pas à chacun de nos enfants les mêmes chances de réussir dans la vie, ni à chaque famille un logement adapté à sa situation et conforme à ses besoins ? Comment accepter qu'il faille aujourd'hui avoir un carnet d'adresses bien fourni pour obtenir un stage en classe de 3<sup>ème</sup>, ou un premier emploi ? N'est-il pas scandaleux que des salariés de 48 ou 50 ans soient mis à la porte sans espoir de retrouver un emploi alors même qu'on nous explique qu'il faut travailler plus longtemps ? N'est-il pas honteux, y compris pour ceux qui le vivent, de travailler sans pouvoir payer la cantine ou les vacances de ses enfants ? Où va-t-on quand on privilégie le financement du secteur privé de la santé – un secteur où certains établissements font le tri des malades sur un seul critère de rentabilité ? Dans quelle société vivons-nous, où ceux qui sont au chômage envient ceux qui sont en CDD, qui eux-mêmes envient ceux qui sont en CDI ? Dans quel monde vivons-nous où, à l'heure du TGV et d'Internet, des pays connaissent des émeutes de la faim et des peuples sont frappés par des maladies d'un autre siècle ?

Comment ne pas être inquiets devant le gaspillage de nos ressources naturelles, devant la dégradation des conditions de travail, devant la détérioration des conditions de vie et les difficultés croissantes d'habitat et de transport, comment ne pas trouver légitimes les inquiétudes toujours plus grandissantes face à un avenir toujours plus incertain ?

Les principes portés par les libéraux et la droite amènent une société dure : la liberté individuelle se transforme en individualisme et en égoïsme, le marché entraîne une concurrence exacerbée et sans règle, engendre la loi du plus fort porteuse d'inégalités lourdes. La préparation de l'avenir est sacrifiée devant la rentabilité financière à court terme.

Les inégalités sont porteuses de violence et l'absence de conditions de vie décentes. Les actes de violence sont partout : de la petite délinquance à côté de chez nous, à la montée des conflits partout dans le monde de plus en plus liés à la montée des intégrismes nourris par la misère et l'humiliation, et qui mènent au fanatisme et au terrorisme.

Dans ce contexte, il faut revenir aux fondamentaux, reposer les questions essentielles du sens que nous voulons donner à nos vies personnelles et à notre destin commun : une société développée est-elle une société où l'on court sans cesse vers l'acquisition de plus de biens, vers les dernières technologies ? Ou est-ce une société qui porte haut le niveau d'éducation de chacun, qui donne à tous l'accès à la santé et qui accompagne les aînés dans les meilleures conditions de vie possible ? Quels rapports entre l'individu et le collectif ? Le marché doit-il tout envahir, y compris nos biens collectifs et nos services publics ? Comment préparer l'avenir et léguer un monde meilleur aux générations futures ? Voulons-nous une société où tout est soumis à la consommation et à la concurrence, sur les marchés comme

entre les personnes ? Ou une société où l'on retrouve le goût de vivre ensemble, avec nos différences d'âge, de culture et de catégorie sociale ?

La France a besoin d'une autre perspective, pour elle-même, pour l'Europe et pour le monde. Dès lors n'ayons qu'un seul objectif : qu'au sortir de notre Congrès nous commençons à incarner cette autre perspective.

Pour cela, il nous faut retrouver la politique. La politique, c'est proposer une vision et un projet de société, trouver les chemins pour y mener, et mobiliser les citoyens pour agir avec nous. L'honneur de la politique c'est de refuser toute démagogie ou populisme, et de montrer une volonté et un chemin, dans le champ local et national, mais aussi sur le terrain européen ou mondial.

Ne perdons pas notre temps dans des querelles internes dépassées. Notre capacité à gouverner n'est plus à démontrer. Cela fait longtemps que nous avons accepté l'économie de marché, et nous pensons tous qu'il faut la réguler. Nous sommes tous profondément européens. Nous avons fait nôtres les préoccupations écologiques. Nous mettons la question sociale au cœur de notre projet. Bref, nous sommes socialistes.

Ne gaspillons pas non plus notre énergie dans des conflits de génération : il faut du renouvellement. Il faut aussi admettre que les plus expérimentés d'entre nous sont indispensables. Ne nous laissons pas déborder par des postures individuelles : le présidentielisme ne nous a pas encore totalement envahis comme à droite, mais il nous abîme déjà. Quand les ambitions personnelles dictent les positions politiques, l'échec est au bout du chemin... et parfois même au début. L'urgence est aux débats d'idées. La désignation de notre champion ou de notre championne n'interviendra qu'ensuite, afin que la réflexion prime sur la compétition, et que le collectif précède les destinées.

Ne nous égarons pas non plus dans une critique de la personnalité du Président de la République. Ce serait laisser croire qu'il suffirait de changer l'homme par un autre pour que cela aille mieux. C'est la politique qu'il mène que nous critiquons parce que nous pensons qu'elle tourne le dos aux préoccupations majeures des Français.

La droite commence toujours par une baisse des impôts, évidemment en haut de l'échelle (tranches supérieures de l'IR, ISF, bouclier fiscal, droits de successions, charges patronales...) pour ne « pas décourager l'initiative », récompenser « le mérite ». Puis elle dit que les « caisses sont vides » pour justifier le repli de l'Etat sur ses strictes missions régaliennes par des réductions d'effectifs (éducation nationale, hôpitaux...), et de ses interventions sociales (déremboursement des soins, réduction des allocations familiales, réduction de la couverture chômage, report de l'âge du départ en retraite...). Tout juste concède-t-on de laisser un filet de sécurité pour maintenir un minimum de paix sociale. L'argent et l'accumulation de biens sont érigés en objectifs ultimes de l'être humain. Si elle est libérale sur le plan économique, la politique de N. Sarkozy ne l'est pas du tout sur le plan sociétal. Chacun étant réduit à ce qu'il possède, la crainte de perdre ce que l'on a se traduit par une demande croissante de sécurité dans laquelle N. Sarkozy s'engouffre (flashball, vidéo surveillance, fichiers d'emprunts, rétention de sûreté...). Et pour couronner le tout, l'absence de sens et d'idéal est comblée par la récupération du religieux (cf ses discours du Latran et de Ryad) ou de l'identité nationale (cf le Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale), et par des discours reprenant des préjugés du colonialisme (discours de Dakar).

L'idée que les problèmes ne peuvent se régler que par la force, par la violence, fait d'autant plus son chemin que les règles collectives sont de moins en moins respectées et que se défait le tissu social, armature de nos valeurs et de notre cohésion. Le règne de la débrouille tend parfois à remplacer celui de la règle et du respect, de l'ordre et de la justice. L'exemple vient parfois des plus puissants. Il suffit de regarder les sommes considérables et les stocks options obtenues par des chefs d'entreprise qui ont pourtant conduit leur société à la faillite.

Pourtant, nous sommes convaincus que les valeurs historiques du socialisme et de la gauche sont plus que jamais d'actualité : l'égalité qui va de pair avec la liberté, la solidarité avec l'émancipation, la laïcité avec la fraternité.

L'heure est aujourd'hui à l'offensive. Nous devons bien sûr nous opposer aux régressions et injustices imposées par N. Sarkozy, mais nous devons surtout mettre en œuvre des propositions alternatives qui peuvent permettre à notre pays de redresser la tête et de retrouver ses véritables valeurs.

Les élections locales de 2008 ont ouvert un chemin que nous devons tracer davantage encore car il est plus que jamais clair que la seule alternative est celle que nos idées et nos valeurs incarnent.

Ces valeurs, il faut les garder et les défendre. Mais aussi les confronter aux réalités de la société contemporaine pour mieux adapter nos réponses et nos propositions. Car le monde a changé, le monde continue à changer.

Evolutions technologiques, mondialisation, risque écologique, défi démographique, transformation des territoires... sont autant de bouleversements dont nous devons tenir compte dans les propositions que nous formulons pour construire une autre société.

Les mutations des dernières années recèlent autant d'opportunités que de menaces.

Les changements technologiques rendent rapidement obsolètes certains métiers mais permettent aussi de nombreux progrès tant dans le domaine économique, que thérapeutique ou culturel. La mondialisation entraîne des concurrences exacerbées, des délocalisations, et une uniformisation des comportements et des cultures, mais ouvre aussi de nouveaux champs du possible à condition d'être organisée et maîtrisée. L'organisation spatiale de notre société favorise la vie dans les villes : la proximité et la concentration devraient être sources d'échanges et de solidarité ; elles entraînent plutôt aujourd'hui l'isolement, la peur du voisin et la ségrégation spatiale, ceux qui s'en sortent quittant dès qu'ils le peuvent les quartiers en difficultés. La libéralisation des mœurs offre la possibilité de vies privées correspondant davantage aux aspirations personnelles, mais également favorise une atomisation des familles. L'émergence de nouvelles formes de solidarité doit être encouragée.

Il faut tout autant savoir conjurer les menaces que saisir les opportunités. Ne craignons pas l'ouverture, ne fuyons pas le progrès, qui ne s'oppose pas au principe de précaution. Ne cédon pas à la tentation du repli sur soi, du retour en arrière. Prendre en compte les réalités, les confronter à nos valeurs, ce n'est pas nous renier mais bien au contraire donner sens à la politique et lui permettre de retrouver une force vis-à-vis de nos concitoyens.

Incarnons le mouvement, le progrès, la réforme. On dit notre pays impossible à réformer. Nous pensons bien au contraire que les Français y sont prêts. La réforme est possible, si elle s'inscrit dans une perspective, si on lui donne du sens : elle ne peut pas être synonyme de recul. La réforme est possible si elle est juste. S'il doit y avoir des efforts, ils doivent être partagés. La réforme est possible enfin si elle ne se fait pas contre les Français mais avec eux, avec les acteurs sociaux, associatifs, et les différentes institutions de notre pays. L'honneur de la politique c'est de montrer le projet et la voie.

Il nous faut dire aux Français que notre projet s'inscrit dans ce volontarisme transformateur, qui croit profondément en la capacité des hommes et des femmes à penser une société et à se donner collectivement les moyens de la construire.

Nous devons assigner à la réforme trois objectifs fondamentaux : bâtir une société d'autonomie, de responsabilité et de solidarité (I) ; préparer l'avenir (II) ; construire un autre monde s'appuyant sur une Europe forte (III). Nous devons mettre en œuvre les démarches appropriées d'action dans et avec la société. Notre parti socialiste et la gauche devront se mettre en ordre de marche pour préparer une alternance fondée sur ces objectifs (IV).

\*\*\*

# I - Bâtir une société d'autonomie, de responsabilité et de solidarité

---

Ce que nous voulons, ce n'est pas un marché. Nous voulons une société. Une société où chacun peut réussir sa vie et où nous puissions vivre bien tous ensemble.

A cette France d'individus livrés à eux-mêmes, nous opposons une société de citoyens, c'est-à-dire d'hommes et de femmes dotés de droits réels, ayant les moyens de prendre leur vie en main, reconnaissant les mêmes droits aux autres, respectant les règles communes, et respectant les autres; une société d'hommes et de femmes porteurs d'identités particulières à travers leur culture, leur attachement à un territoire, leur orientation sexuelle... mais aussi porteurs de valeurs collectives de laïcité, de solidarité et de tolérance.

Nous souhaitons que chacun puisse s'émanciper pleinement quels que soient son origine, son sexe, son âge, ses ressources, et puisse aller au plus haut de ses aspirations.

Nous voulons que chaque enfant ait les mêmes chances de réussir à l'école et dans la vie, qu'il puisse acquérir les savoirs fondamentaux et s'ouvrir à la culture, au sport.

Nous voulons que chaque adulte puisse gagner dignement sa vie, choisir son métier, s'occuper de ses proches, s'offrir des loisirs, partir en vacances.

Nous voulons que chaque famille ait un logement correct, adapté à sa situation, pas trop coûteux, situé dans un cadre de vie agréable et respecté.

Nous voulons bien sûr que chaque homme et chaque femme puisse prendre soin de sa santé.

Cela suppose que l'accès aux droits fondamentaux que sont la santé, l'éducation, le travail ou le logement soit réellement égal pour tous grâce à la promotion de la justice sociale, à la poursuite du combat contre les inégalités et à la lutte contre les discriminations.

Pour nous socialistes, il n'y a pas d'opposition entre l'individu et la société. La société, c'est-à-dire la communauté des individus est l'instrument de l'émancipation de chacun. L'épanouissement de l'individu résulte d'une action collective qui doit prendre en compte la globalité de ses besoins : éducation, logement, santé, emploi... Ce sont d'ailleurs les termes du contrat social et républicain auquel nous sommes attachés.

Nous voulons une société où chaque homme et chaque femme se sente responsable de son propre destin mais aussi du destin commun. Que chacun remplisse un certain nombre de devoirs à l'égard d'autrui et de la société. Il nous faut dire clairement qu'à chaque droit dont bénéficient les citoyens, doivent correspondre les devoirs qui en découlent envers la société : on peut mieux aider les étudiants et leur demander un suivi assidu des études et des heures de solidarité ; on peut améliorer les aides au logement et les conditionner à une implication dans la vie et l'entretien de l'immeuble ; on peut mettre en place des allocations chômage plus généreuses, tout en sanctionnant réellement mais justement les abus. La gauche ne doit pas être absente de ce terrain là : le contrat républicain entre les individus et la société doit marcher sur ses deux pieds.

C'est à cette condition que nous pourrions retrouver le goût du vivre ensemble. Le vivre ensemble, c'est aussi la solidarité, l'envie de partager des moments de loisirs, de culture, de fête, d'échanger, d'aider. Le JE a besoin du NOUS pour exister.

Notre conviction est que les Français aspirent dans leur très grande majorité à cette société d'autonomie, de responsabilité et de solidarité. Au fond d'eux mêmes, ils savent que la France a tout pour retrouver le chemin de la confiance, pour rassembler à l'intérieur de ses frontières et pour rayonner en dehors.

## I-1 Des protections adaptées pour un accès réel aux droits

---

Nous, socialistes, savons que l'Etat et les services publics sont les premiers garants des droits fondamentaux.

Les Français ne demandent pas moins d'interventions de l'Etat, ils demandent **des protections plus efficaces**. C'est un enjeu essentiel pour la gauche : nous voulons une égalité réelle, qui non seulement garantit les droits, mais donne à chacun les mêmes possibilités quels que soient ses atouts initiaux (physiques, intellectuels, héritage culturel). Or force est de constater que le modèle conçu à la Libération n'y parvient plus. L'Ecole tend à reproduire les inégalités. L'assurance chômage ne couvre plus qu'un demandeur d'emploi sur deux. Les minima sociaux ne permettent plus de franchir le seuil de pauvreté. Les retraites sont de plus en plus incomplètes et leur financement déséquilibré. Le droit au logement, comme le droit au travail n'est plus assuré. Les fractures territoriales se creusent avec une ghettoïsation préoccupante de certains quartiers ou la désertification de certaines zones rurales.

Les Français demandent aussi **des réponses plus personnalisées**. Par exemple, en ce qui concerne les personnes âgées, chacun veut pouvoir choisir, en fonction de son degré d'autonomie, de l'implication familiale, de ses goûts, entre le maintien à domicile ou l'accès à un établissement spécialisé. Dans un tout autre domaine, chacun veut plus de liberté dans ses horaires de travail, dans la journée mais aussi tout au long de sa vie professionnelle (d'où l'importance du congé sabbatique, ou de la possibilité de reprendre des études).

Nous devons concevoir **des propositions qui s'adressent à tous**, qui accompagnent les plus démunis, chômeurs, précaires, RMIstes et qui protègent en même temps les travailleurs et retraités modestes. Nous ne voulons écarter aucune catégorie sociale ni opposer les unes aux autres. L'Etat de droit, la protection sociale et les perspectives de promotion doivent concerner tous les hommes et les femmes ; chacun doit pouvoir en bénéficier et chacun doit y participer, être un acteur de la transformation sociale.

### Eduquer et former tout au long de la vie

---

Les deux missions que la gauche doit assigner au système de formation sont l'augmentation générale du niveau de qualification et l'égalité de tous devant la réussite professionnelle, sociale, et tout simplement personnelle.

#### **L'école**

Comment accepter que dès l'âge de 6 ans, l'avenir de certains enfants, selon les ressources de leur famille, l'endroit où ils habitent et l'école qu'ils fréquentent, soit déjà tracé et pour certains déjà compromis ? Selon leur origine sociale, les enfants qui rentrent au CP connaissent, les uns, 500 mots, les autres 2000 mots. Tous les Français vont à l'école au moins jusqu'à 16 ans, mais tous n'en sortent pas avec un niveau équivalent d'études ou de qualification. 160 000 élèves quittent chaque année le système scolaire sans aucun diplôme ; 40% des étudiants ne vont pas au-delà de la première année d'enseignement supérieur. Les jeunes issus des milieux populaires sont les principales victimes d'un échec vécu trop souvent comme une fatalité, et qui est aussi un énorme gâchis.

La Droite a une vision comptable et étriquée de l'Education Nationale. Elle veut à la fois appauvrir l'Ecole (réduction d'horaires, suppression de postes, suppression de la scolarisation à deux ans, paupérisation des contenus) et à instaurer une Ecole à plusieurs vitesses (baisse des ambitions, suppression de la carte scolaire, mise en concurrence des écoles, fichage des élèves). Les réformes actuelles réduisent le champ de l'éducation pour les enfants en difficulté au « savoir lire, écrire, compter », alors que si cela est nécessaire, ce n'est pas suffisant. Comment comprendre le monde si l'on ne maîtrise

par l'Histoire et la Géographie ? Pour de pures raisons financières, le nombre de jours de classes est réduit. Or chacun sait que l'école sur quatre jours nécessite une attention et une concentration trop importante pour un enfant de l'école primaire et insupportable pour ceux qui sont en difficulté. Avec cette réforme, la France comprendra moins de 140 jours de classe par an contre 210 au Japon, 200 en Italie ou au Danemark, 190 en Grande Bretagne. Nous sommes opposés à cette diminution du temps scolaire.

Notre responsabilité est de mettre l'éducation de qualité et pour tous au cœur de notre projet.

> *Nous voulons le meilleur pour tous les enfants de France comme pour nos propres enfants.* Notre ambition éducative, celle de porter chaque enfant au plus haut et de construire ainsi la société de la connaissance, dépasse la seule Education Nationale. C'est pourquoi nous souhaitons que dans chaque commune, s'organise autour de l'école un véritable projet éducatif global dont la finalité est la recherche de l'autonomie et de la responsabilité citoyenne pour chaque jeune, et qui intègre aussi bien l'apprentissage classique que la découverte du sport l'ouverture à la culture.

L'école maternelle, aujourd'hui menacée, doit être défendue : c'est une école à part entière. Elle est la propédeutique de l'apprentissage de la langue écrite. A ce titre, nous sommes favorables à l'école obligatoire à trois ans.

Pour répondre à la diversité des élèves, **l'individualisation des parcours scolaires et donc des pratiques pédagogiques** doit être la règle, de façon à les placer tous à égalité de chances. Chaque enfant a son histoire, son rythme d'acquisition qu'il faut respecter pour bâtir, avec lui, son parcours vers la réussite. Il faut pouvoir repérer les problèmes et épauler les élèves dès que les difficultés apparaissent, sortir ceux qui sont momentanément plus lents ou au contraire plus rapides que les autres du carcan de l'emploi du temps pré-établi dès la rentrée et du groupe figé de la classe, donner aux enseignants la possibilité de faire preuve d'imagination, d'autonomie, afin de choisir pour chaque élève, la bonne voie, les bonnes méthodes, le bon accompagnement. Chaque équipe pédagogique travaillant de façon pluridisciplinaire évaluera elle-même l'évolution de chaque élève. Pour les élèves les plus en difficultés, un professeur tuteur les accompagnera tout au cours de leur scolarité au collège ; volontaire, il sera rétribué en augmentation de salaire ou en décharge de service.

Lorsque cela sera nécessaire, l'accompagnement pourra se faire en parallèle de l'école par des professionnels adaptés (médecins, psychologues, orthophonistes...).

Par ailleurs, avec les nouveaux moyens d'information et de communication (TV – Internet), l'enseignant n'est plus la seule source du savoir pour l'élève. Son métier en est profondément transformé et la formation des maîtres doit intégrer cette évolution avec une véritable éducation à l'image pour les enseignants puis les élèves.

> *A chaque école, ses moyens.* Chaque établissement est différent. Certains concentrent des familles cumulant toutes les difficultés sociales et économiques. D'autres au contraire regroupent des familles ayant toutes les chances de leur côté. D'autres encore accueillent des familles de tous horizons.

Au-delà des actions indispensables pour le renouvellement urbain de certains territoires, il faut donner tout simplement plus de moyens aux établissements qui en ont le plus besoin.

Il nous faut moduler le nombre d'élèves par classe, fortement, en pouvant aller - pourquoi pas - de 15 jusqu'à 30 en fonction des réalités sociales locales. Pour cela il faut d'abord redéfinir les critères et modalités de l'éducation prioritaire en généralisant son principe à tout le territoire, car il peut y avoir des écoles fragilisées partout. Il faut en effet prendre en compte les effets stigmatisant que peuvent avoir les zonages.

Pour encourager les enseignants les plus aguerris à aller enseigner là où c'est le plus difficile, des avantages professionnels doivent leur être proposés : accélération de leur carrière, décharges de service

par exemple. Enfin, il faudra former et rétribuer correctement les directeurs d'établissements qui jouent un rôle clé auprès des enseignants, mais aussi dans la relation avec les parents et pour la vie locale (sécurité, activités périscolaires, travaux...).

Concernant la formation des maîtres, à l'inverse du projet gouvernemental, il serait souhaitable d'augmenter la part de la préparation professionnelle au métier d'enseignant et notamment pour ceux qui ont la tâche difficile d'enseigner la lecture et l'écriture.

## **Formation tout au long de la vie et sécurité sociale professionnelle**

L'école est le premier lieu de formation. Mais elle ne doit pas rester le seul. Pour beaucoup de jeunes aujourd'hui tout est joué à 16 ans, s'ils ont quitté l'école en situation d'échec. Pour d'autres, ce sera joué à 20 ans parce qu'ils n'auront finalement pas réussi à suivre des études supérieures. Pourtant la vie est plus longue qu'auparavant ! C'est pourquoi nous voulons que la formation se poursuive tout au long de la vie, afin de redonner à certains une deuxième chance et d'offrir à tous la possibilité d'adapter leurs qualifications aux évolutions du monde professionnel.

Le modèle classique des salariés faisant toute leur carrière dans la même entreprise, ayant des horaires réguliers et un statut collectif, est aujourd'hui derrière nous. L'usine formait, intégrait, cotisait pour la maladie et la retraite, on y rentrait à 16 ans, on y faisait carrière jusqu'à la retraite ; et on y était protégé par des syndicats puissants. Chacun sait aujourd'hui qu'il changera d'entreprise, fera peut-être plusieurs métiers. Il ne faut pas le regretter. La mobilité peut être l'opportunité de carrières professionnelles plus riches à condition de bien l'organiser.

La formation est le meilleur moyen d'assurer la continuité des parcours professionnels. Elle doit être assurée pendant que l'on est au travail pour favoriser la progression professionnelle et la qualification en continu, mais aussi lorsqu'on est au chômage, pour que cette période soit utilisée comme une opportunité pour avancer. La formation est un enjeu majeur, tant pour la compétitivité de notre pays que pour la qualité des emplois, la richesse des carrières et la hausse générale et individuelle des rémunérations.

Nous suggérons de doter chaque citoyen d'un **compte formation**. Il permettrait d'aller au-delà du Droit Individuel à la Formation, qui constitue un premier pas vers la **sécurité sociale professionnelle**.

> Chaque jeune aurait droit à un **crédit-études** utilisable pour financer des études supérieures ou **plus tard** pour une reprise d'études. Le crédit-études pourrait servir à couvrir les frais d'inscription, les dépenses courantes et les dépenses de logement sur critères sociaux. Il pourra être financé en partie par le recyclage de certaines aides publiques existantes auxquelles il a vocation à se substituer (parts fiscales, aides au logement, bourses,...). Son montant, sa durée et ses modalités seront à débattre avec les partenaires sociaux de la formation et de la vie étudiante. Nous voulons faire du crédit-études un outil d'autonomie mais aussi de justice sociale.

Ce droit sera accompagné du devoir de suivre ses études de manière assidue, et d'accomplir des heures d'intérêt général (aide aux devoirs, accompagnement de personnes âgées, action humanitaire...).

> Chaque salarié verra son **compte-formation régulièrement alimenté** : un jour de formation par exemple serait acquis pour 2 mois de travail. Ce temps de formation serait partagé selon les règles de la sécurité sociale entre l'employeur (2/3 sur le temps de travail) et le salarié (1/3 en dehors du temps de travail). Une **Agence de l'emploi et de la progression professionnelle** sera créée<sup>1</sup> pour permettre à chacun –demandeur d'emploi ou salarié– de construire sa carrière et d'en prévoir les étapes importantes dans des **contrats de développement professionnel** entre l'entreprise, l'Agence et le salarié, prévoyant les moyens mobilisés, et transférables d'une entreprise à l'autre.

Ces propositions relèvent pour partie de la négociation sociale, mais aussi de la solidarité nationale. Il faudra pour les concrétiser une grande négociation, associant l'Etat, les partenaires sociaux et les Régions qui sont devenues un acteur clé de la formation professionnelle.

> Cela suppose aussi de recréer **une indemnisation du chômage** digne de ce nom. Pour mieux protéger les travailleurs, pour mieux accompagner les entreprises dans leurs mutations économiques, pour mieux utiliser les fonds publics, il est indispensable de mettre fin d'une part au « maquis des allocations » (assurance chômage, RMI et minima sociaux, compléments de salaires type PPE ou RSA) et d'autre part à la chute brutale des revenus.

Nous mettons au débat l'idée d'une allocation unique, qui couvre mieux les premiers mois de chômage par une garantie sur salaire, par exemple autour de 80% du dernier salaire pendant 12 à 18 mois, qui se prolonge par une garantie minimale de ressources, forfaitaire, versée sans limitation de durée, par exemple d'un montant égal à 50% du SMIC.

Toute évolution devra nécessairement se faire avec les organisations syndicales et patronales. Il faudra organiser un grand débat avec les principaux acteurs concernés (partenaires sociaux, Etat, collectivités locales...), pour rétablir réellement la confiance dans le monde du travail et créer les conditions de la mobilité.

> L'enjeu de la formation tout au long de la vie est indissociable du débat sur le temps de travail. Il faut repenser **le temps de travail sur toute la vie professionnelle** et permettre aux salariés de reprendre tout au long de leur vie professionnelle des études ou de poser des congés pour s'occuper de leurs enfants, de leurs parents en fin de vie, ou se consacrer à un engagement associatif ou citoyen. Laissons à la droite les combats d'arrière garde sur les 35 heures et tournons-nous vers l'avenir. Il faut dire les choses simplement. Oui, les 35H ont été faites pour créer des emplois et cet objectif a été atteint. Oui, les 35H sont là et elles le resteront car les Français y sont attachés. Oui, au-delà des 35H, il faut continuer à repenser le temps de travail, en y intégrant la formation, le chômage mais aussi les modalités du départ en retraite pour permettre par exemple des départs en retraite progressifs, prenant en compte la pénibilité du travail et l'espérance de vie tout en favorisant la transmission de savoirs aux jeunes.

Un crédit-études pour que tout ne se joue pas à 20 ans, des contrats de développement professionnels transférables d'une entreprise à l'autre pour des carrières à nouveau tirées vers le haut, des comptes-formation suffisamment et équitablement alimentés pour garantir un égal accès à la formation professionnelle, des périodes de chômage transformées en temps de formation pour mieux rebondir : voilà ce qu'est pour nous une réelle sécurité sociale professionnelle !

## **Le logement**

Le logement est une préoccupation majeure des Français. Nombreux sont ceux qui n'ont pas aujourd'hui de logement répondant à leurs attentes. Certains n'en ont pas du tout (100 000 SDF, 100 000 personnes vivant en caravane, 150 000 hébergées chez des proches), d'autres en ont un mais trop petit ou trop vétuste. Au manque de logements (1 million de demandes de logement social en attente) s'ajoute une seconde difficulté : le coût du logement. Les loyers ont explosé (40 à 50% au cours des 10 dernières années) et la part du budget des ménages consacrée au logement atteint en moyenne 25% et jusqu'à 50% pour certains ménages. Beaucoup de nos concitoyens sont touchés par cette profonde crise du logement qui a d'ailleurs conduit le Conseil de l'Europe à condamner très récemment la France pour non respect de la charte des droits sociaux en matière de logement.

Les réponses doivent donc être énergiques. Il faut enfin donner corps **au bouclier logement** que nous appelons de nos vœux. Il y a trois manières d'agir : sur la demande (aides personnelles au logement), sur l'offre (construire) et sur les prix (loyers). La première est celle que nous avons privilégiée entre 1997 et 2002. Dans le contexte de pénurie actuelle, elle risque surtout d'alimenter plus encore les

hausse de loyers sans parvenir à faire baisser le reste à charge des familles.

Pour rendre le droit au logement réellement opposable, c'est moins une loi de principe qu'il faut que des obligations et des financements concrets.

C'est sur l'offre qu'il faut mettre la priorité : il faut construire, beaucoup, et rénover. Un premier pas avait été franchi avec la loi SRU et le minimum de 20% de logements sociaux à horizon 2020 dans toutes les communes d'une certaine taille.

Il nous faut aller beaucoup plus vite (accélérer la construction de logements sociaux, éradiquer le logement insalubre), et beaucoup plus loin (construire des logements pour classes moyennes) en mobilisant l'Etat, les collectivités locales, les bailleurs sociaux, les promoteurs constructeurs, les établissements fonciers et les organismes financeurs, y compris en faisant évoluer les modes de financement. Actuellement, les aides de l'Etat (subventions, aides à la personne, aides fiscales) se répartissent ainsi : 30% au secteur hlm-Sem, 29% aux propriétaires occupants, 41% au secteur locatif privé ! Le marché est donc plus aidé que le secteur contrôlé par les pouvoirs publics.

> Pour que chaque catégorie sociale puisse bien se loger, nous mettons au débat l'idée que dans chaque programme de logements neufs d'une certaine taille, on applique la **règle des trois tiers bâtis** : logements sociaux, logements à prix encadrés pour classes moyennes<sup>2</sup>, logements libres.

> D'autres pistes peuvent être explorées : les terrains du domaine public national<sup>3</sup> pourraient être cédés à l'euro symbolique lorsque ceux-ci sont destinés à la réalisation de plus des 2/3 de logements à loyers ou prix encadrés ; des Maisons de l'Habitat Durable pourraient proposer aux particuliers conseils pratiques et aides financières leur permettant de préserver l'environnement tout en améliorant leur logement et en réduisant leurs charges (énergies renouvelables, isolation, éco-construction et éco-rénovation...).

> Ces mesures prendront du temps à produire leurs effets. Dans l'attente, il faut encadrer davantage les loyers là où ils dérapent. Nous proposons d'instaurer, dans les zones où les loyers excèdent 20% des revenus en moyenne, un **moratoire sur les hausses de loyers**, limitant celles-ci à l'inflation, y compris en cas de changement de locataire (sauf travaux intégrés à leur valeur). Nous proposons aussi d'instaurer une possibilité de recours devant une commission locale composée de représentants de propriétaires et de locataires, en cas de loyer jugé excessif ou de refus de location.

Garantir un toit pour chacun est une nécessité, mais dans une société aussi développée que la nôtre, on ne saurait accepter que ce droit soit amputé du droit d'accès aux fluides, comme l'eau et l'électricité. Des propositions législatives ont été faites en ce sens par les socialistes ; il faudra les mettre en oeuvre.

> Il nous faut renforcer l'obligation pour chaque commune de respecter l'objectif minimum de la loi SRU de 20% de logements sociaux, soit en augmentant très fortement les pénalités, soit en confiant au préfet, représentant de l'Etat, la responsabilité de se substituer aux communes défaillantes.

> Dans ce domaine également, nous voulons qu'au droit au logement correspondent aussi des devoirs : l'octroi d'un logement ayant bénéficié d'une aide publique pourrait s'accompagner de l'adhésion à une **charte de vie collective** prévoyant la participation à la vie de l'immeuble (tranquillité, propreté, petit entretien, locaux communs, cours de soutien assurés par les étudiants, garde d'enfants assurée par les retraités, courses assurées par les étudiants ou les jeunes ménages auprès des personnes âgées dépendantes, implication dans les conseils de résidents et les associations de locataires...) et l'acceptation de mobilité dans un autre logement aidé plus petit (trois offres au minimum) en cas de réduction de la taille de la famille, pour laisser place à une autre famille.

---

2 Loyers inférieurs à 25% de leurs revenus

3 Etat, RFF, SNCF, VNF, Armée...

## La santé

---

Les inégalités durant la vie se retrouvent devant la mort et la maladie. La région Nord Pas-de-Calais en est le douloureux témoignage. Des populations ayant peu ou tardivement recours aux soins, des consommations addictives plus élevées, une espérance de vie de trois ans inférieure à la moyenne nationale et cinq ans inférieure à Midi-Pyrénées... Il est vrai qu'on y compte 40 spécialistes pour 100.000 habitants contre 250 à Paris. Concrètement les habitants du Nord-Pas de Calais doivent attendre près d'un an pour obtenir un simple rendez-vous chez un ophtalmologue !

Notre système de santé reste l'un des meilleurs au monde – le premier si l'on en croit l'OMS grâce à l'excellence de son secteur public ; l'espérance de vie est très forte particulièrement chez les femmes - mais son équilibre est de plus en plus menacé. Le déficit de la Sécurité Sociale s'alourdit (dépassant régulièrement les 10 milliards d'euros alors que nous avons remis les comptes à l'équilibre), les remboursements de médicaments se multiplient, la péréquation entre les régions s'affaiblit, le financement des dépenses de santé par le malade lui-même est de plus en plus important... A ce rythme la protection sociale, fondement de notre système de santé, va peu à peu laisser la place à l'assurance privée. Et les cliniques privées recevront tous les moyens et tous les malades « rentables » au détriment des hôpitaux publics.

Malgré toutes les économies – nécessaires- qui peuvent être faites dans l'organisation de notre système de santé (consommer moins de médicaments, réduire les prix de certains examens, continuer la rationalisation du système de soins), nous savons que les dépenses de santé sont amenées à progresser encore. Les progrès médicaux et scientifiques supposent en effet des investissements massifs dans la recherche, débouchent sur des traitements de plus en plus coûteux et des besoins nouveaux de prise en charge de la dépendance liée à l'allongement de l'espérance de vie. Dès lors la question qui se pose est celle du prix que les Français sont prêts à payer pour leur santé. Elle doit faire l'objet d'un grand débat citoyen éclairé par l'avis d'experts indépendants.

> Mieux prévenir : avant de soigner, il faut tenter d'éviter d'être malade. La France a **un système de prévention** très faiblement développé que ce soit à l'école ou dans l'entreprise. La prévention en matière de santé commence par la qualité de l'alimentation. On sait combien elle est majeure et pourtant la hausse des prix des produits nécessaires à une alimentation saine, rend aujourd'hui impossible une nutrition de qualité pour beaucoup de nos concitoyens. Nous devons par ailleurs concentrer des crédits sur les grandes causes de mortalité : le tabac et l'alcool, la santé mentale et le suicide notamment des jeunes, l'hygiène alimentaire, la sécurité routière. Nous avons besoin de **grands programmes pluriannuels** avec des politiques d'information et de dépistage. C'est en agissant très fortement sur les principales causes de mortalité précoce et de morbidité que l'on assure une juste répartition des dépenses de l'assurance maladie.

> De meilleurs soins pour tous et partout : nous devons poursuivre l'amélioration de ce formidable système que le monde entier nous envie. Nous nous devons de corriger fortement les inégalités entre les territoires et entre les catégories sociales, et revenir au principe de solidarité devant la maladie.

Baisse des remboursements par les franchises, hausse du forfait hospitalier, répartition inégale des médecins conventionnés sur le territoire, multiplication de la pratique des dépassements d'honoraires (2 milliards d'euros en 2006 ; il est maintenant impossible d'accéder au secteur 1 dans de nombreuses villes) : peu à peu le « reste à charge » qui revient au patient dans la dépense de santé augmente et éloigne de ce fait les plus pauvres des soins, malgré la CMU (14% des français renoncent aux soins pour des raisons financières). L'équilibre de l'assurance maladie ne sera pas réalisé en diminuant la quantité et la qualité des soins, mais en développant un système de santé efficace, solidaire, responsable, fondé sur des principes forts et stables. Il faut revenir à une péréquation progressive et durable des financements pour assurer une véritable justice dans le domaine de la santé et une meilleure répartition

des professionnels de santé et des établissements de santé sur le territoire.

Comme beaucoup de pays riches, nous devons réguler l'installation des jeunes médecins, à la fois pour que l'offre de soins soit réelle partout sur le territoire et pour que la sur-prescription médicale ne soit pas un moyen de mieux gagner sa vie dans un univers fortement concurrentiel. Cette régulation peut passer par l'établissement d'une liste de priorités opposables à la sortie du concours de l'internat pour garantir à chaque région et à chaque département une densité minimum dans chaque spécialité.

La régulation doit aussi concerner la consommation médicale, en sensibilisant les médecins aux bonnes pratiques et en sanctionnant leurs abus, plutôt qu'en culpabilisant les patients.

L'organisation régionale de l'offre de soin est également une question importante, pour assurer la cohérence et l'efficacité du système de santé et son articulation avec le secteur médico-social dans le cadre d'un projet de santé territorial élaboré en associant professionnels, élus et usagers.

L'égal accès de tous à la santé passe par un service public hospitalier fort et organisé. Nous voulons sauvegarder la vocation centrale de l'hôpital public, aujourd'hui menacée (29 CHU sur 31 sont dans le rouge, déficit de 800 millions d'euros). La tarification à l'activité (T2A) aveugle et indifférente aux circonstances locales a montré l'étendue de ses effets pervers : inflation de certains actes, sélection des malades et des pathologies... Elle doit être profondément réformée pour garantir notamment le paiement des missions de service public, l'enseignement et la recherche. L'évolution des missions de l'hôpital vers des activités qui deviennent prioritaires comme la gériatrie ou la psychiatrie n'est pas en soi un problème si le territoire de santé ne devient pas un monopole privé dans le même temps. L'introduction de fonds spéculatifs dans les cliniques privées depuis quelques années est très préoccupante. De même, le fossé des rémunérations entre professionnels de santé se creuse entre hôpitaux publics et cliniques privées, entre généralistes et spécialistes. Un équilibre doit être garanti entre le socle du service public et le complément que constitue le privé à but lucratif. Les conditions économiques de cet équilibre doivent être déterminées par l'Etat qui doit veiller à ce que les pratiques médicales rentables n'aillent pas toutes vers les cliniques privées alors que les soins les plus coûteux ou les plus difficiles sont laissés aux hôpitaux publics.

Enfin, nous devons reprendre la question du financement de la santé et plus largement de la sécurité sociale. Nous sommes favorables au transfert des cotisations patronales maladie vers une CSG patronale, comme nous l'avons fait en 1998 avec les cotisations salariales transférées sur la CSG. C'est un enjeu majeur pour la préservation pour la Sécurité Sociale, comme pour l'emploi et les salaires qui sont pénalisés par les modes de prélèvements actuels.

## **I.2. Accompagner tous les temps de la vie**

---

### **Dès la petite enfance**

---

Avec les collectivités locales, mais aussi les représentants des enseignants, des parents et des spécialistes de l'enfance, il est impératif d'organiser dans notre pays un service public de la petite enfance, permettant à chaque parent qui le souhaite d'y inscrire ses enfants et de les faire bénéficier dès le plus âge d'une offre éducative de qualité.

Ce service public devra apporter des solutions diversifiées pour répondre aux attentes des parents, en termes d'horaires, de localisation, d'organisation. Assistantes maternelles agréées, halte garderies, crèches familiales, associatives ou municipales..., nous voulons développer massivement tous les modes de garde pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie privée

et pour donner à tous les enfants l'opportunité de s'éveiller dans les meilleures conditions.

Nous relancerons en particulier le soutien aux modes de garde collectifs et professionnalisés qui garantissent tout particulièrement l'égalité des chances.

Ce service public de la petite enfance doit ensuite se poursuivre autour de l'école maternelle, qui ne doit en aucun cas devenir une pré-école élémentaire.

## La vie de famille

La famille est aujourd'hui le premier lieu d'éducation, de constitution de repères et d'exercice de la solidarité dans notre société. Elle reste le modèle de référence dominant, d'ailleurs plébiscité par les jeunes. Elle est d'abord le berceau où se nouent des relations affectives fortes, privées et personnelles. Désormais, le groupe familial n'est plus perçu comme contradictoire avec l'affirmation des individualités. Par ailleurs la forme des familles s'est profondément diversifiée.

Pour les socialistes, il ne s'agit pas d'ériger la famille en norme pour tous, ni d'imposer à tous le même modèle familial. Sans s'immiscer dans la sphère privée, la politique familiale doit être là pour accompagner les familles dans leur diversité, pour protéger les enfants quelles que soient les évolutions du modèle familial et pour soutenir les parents dans leur mission éducative.

Chaque enfant doit avoir les mêmes droits, quels que soient la structure de la famille et les revenus des parents. Cela suppose des modifications importantes qui pourront s'inscrire dans le cadre d'une grande réforme fiscale : imposition séparée à la source, recyclage du quotient familial vers des allocations familiales plus élevées aboutissant à des aides égales pour tous les enfants, rattachement aux enfants du droit aux allocations familiales avec pour conséquence le **versement des allocations familiales dès le premier enfant, le maintien de celles-ci jusqu'à la majorité du dernier** et le partage possible des allocations en cas de séparation des parents (sauf décision contraire du juge). De plus, le mariage et l'adoption devront être ouverts aux couples homosexuels.

Nous voulons aussi favoriser l'équilibre des familles en favorisant l'égalité des parents. L'autorité parentale partagée, la garde alternée en cas de conflit sont des avancées, tout comme la pleine reconnaissance des pères (livret de paternité, congé de paternité). Nous proposons d'aller plus loin en créant un *congé parental d'éducation de 6 mois*, qui devrait être partagé entre les deux parents, au-delà du congé de maternité<sup>4</sup>.

Nous souhaitons aussi développer davantage les réseaux d'aide à la parentalité : échanges et conseils sur la prise en charge des enfants, sur la fonction des parents, sur les relations parents-enfants.

## Les personnes âgées

Le vieillissement de la population nous concerne tous. Mais tout le monde ne vieillit pas de la même manière. Certaines personnes âgées sont en pleine forme et aspirent à rester autonomes le plus longtemps possible. D'autres au contraire ont besoin d'un accompagnement et d'un hébergement particulier. L'isolement des personnes âgées est malheureusement une réalité à laquelle nous devons tous faire face. Enfin, malgré les nombreuses tentatives de réformes, notre système de retraite par répartition reste menacé dans son équilibre financier, inadapté aux évolutions économiques et sociales, et les Français s'interrogent de plus en plus sur leurs conditions de départ en retraite et sur le niveau de leurs pensions.

---

4 Proposition à coût constant, financée par le passage à 2 ans de l'APE

C'est de la vie et de la place des seniors dans notre société qu'il est question à travers le débat sur les retraites. Comment éviter l'effet couperet de l'arrêt brutal d'activité professionnelle ? Comment favoriser l'engagement citoyen ? Comment garantir l'accès à la culture, au sport et aux loisirs ? Comment aussi lutter contre l'isolement ? Comment favoriser le brassage intergénérationnel ? Comment prendre en charge dignement les personnes dépendantes, mais aussi *aider les aidants* ?

Le débat sur les retraites doit être lié à celui sur l'emploi des seniors et aussi à la réflexion sur la place des retraités dans notre société contemporaine.

Les Français peuvent comprendre qu'il faille travailler grosso modo la moitié de sa vie, et donc qu'il faille cotiser pendant environ 40 ans quand l'espérance de vie est de 80 ans. Mais ils ne peuvent comprendre qu'on veuille allonger à nouveau la durée de cotisation quand plus de 60% d'entre eux ne sont de toute façon plus au travail au moment où ils liquident leur retraite. Le développement de l'emploi des seniors est un préalable à toute évolution concernant les retraites : c'est une question de bon sens.

> Nous souhaitons revaloriser le minimum vieillesse, améliorer les taux de remplacement et revoir les mécanismes d'indexation pour garantir le pouvoir d'achat des retraités.

> Nous souhaitons également un système de cotisation plus juste et plus incitatif prenant en compte l'espérance de vie et pénibilité des travaux effectués.

> Nous voulons également qu'une *sur-cotisation retraite temporaire pour les entreprises dont la proportion de salariés de plus de 50 ans est excessivement faible* soit instaurée.

> Enfin, nous souhaitons que les efforts financiers soient mieux répartis : aujourd'hui l'essentiel pèse sur les salariés. Il faut en particulier reprendre l'alimentation du fonds de réserve des retraites, que nous avons prévu de porter à 1000 milliards d'euros en 2020 et qui a cessé d'être alimenté par la droite, et élargir l'assiette des cotisations retraite pour y intégrer les revenus du capital. La croissance de l'économie, la natalité et l'immigration sont également des atouts maîtres pour l'équilibre des retraites, qu'il faut considérer comme tels.

> Un congé de formation devrait être accordé aux familles ayant besoin de prendre en charge un parent vieillissant.

## I-3 Bien vivre ensemble

---

Notre ambition, et celle des Français, est de bien vivre ensemble, grâce à une meilleure reconnaissance de chaque citoyen, à un plus grand respect de notre espace commun, et au partage de moments de fraternité et de solidarité.

### Reconnaître chaque citoyen avec sa différence

---

Nous avons tous la même part d'humanité en nous, et quels que soient notre âge, notre sexe, notre culture, notre orientation sexuelle nous avons droit à la même reconnaissance. C'est l'esprit même de notre pacte républicain et laïc.

#### ***Au nom de la laïcité***

Héritiers de l'Humanisme des Lumières, des principes des Droits de l'Homme de 1789, de la Révolution française, des combats de la République pour l'Ecole Publique et pour la séparation des églises et de l'Etat, nous faisons de la laïcité un postulat de base qui ne saurait souffrir d'aucune exception ou d'aucun renoncement. Tout affaiblissement de ce principe remettrait gravement en cause les fondements de la République.

La laïcité, principe majeur de notre république, est fondée sur la tolérance, l'acceptation de l'autre, le respect de toutes les philosophies et les croyances, dès lors qu'elles sont compatibles avec le socle de nos valeurs universelles. C'est au nom de ces valeurs que refusons par exemple, la polygamie et l'excision dans notre pays, et que nous luttons pour l'égalité des femmes. Nous réaffirmons que les religions doivent rester du domaine privé et de l'intime.

### ***Au nom de la République***

Nous devons lutter sans cesse **contre les discriminations**, et refuser que le sexe, l'origine, le handicap ou l'orientation sexuelle empêche un égal accès aux droits. Il est insupportable qu'*une femme meure tous les quatre jours en France*, victime des coups portés par son partenaire ; nous ne nous résignons pas à ce que les salaires des femmes soient encore inférieurs de 20% à ceux des hommes ; nous devons agir pour que les *handicapés* accèdent non seulement aux bâtiments publics, mais aussi aux contenus (éducation, culture, sport...), et soient mieux intégrés et considérés par la société ; nous lutterons avec force contre les *discriminations raciales* intolérables qui sont malheureusement monnaie courante dans les embauches comme pour l'accès au logement. Nous serons sans faiblesse contre toute forme d'*homophobie*. Il y a des gays assassinés en Iran, en Arabie Saoudite, emprisonnés en Indonésie, Egypte, Russie, nous devons dénoncer haut et fort ces actes inqualifiables.

Le parti socialiste doit être à la pointe de ces combats, et porteur de réponses à la hauteur de l'enjeu.

Il est une autre question sur laquelle nous voulons nous arrêter ici un peu plus longuement, parce qu'elle fait l'objet d'une offensive sans précédent de la droite en France comme en Europe : celle de l'immigration.

### ***Pour une politique de l'immigration digne de la France et de ses valeurs***

Combien d'enfants humiliés que l'on vient chercher dans la classe au milieu de leurs camarades, combien de pères et mères cherchant à s'enfuir et se défenestrant quand la police vient les chercher au petit matin, combien de grèves de la faim de la part d'étrangers qui travaillent, paient des impôts et pourtant sont sans papiers, en un mot combien d'humiliations, de misère, de déchirements faudra-t-il connaître pour définir enfin une politique d'immigration digne de la France et de ses valeurs ?

Ces hommes et ses femmes ont en eux la même part d'humanité que nous.

Et d'ailleurs les Français le savent bien. Ils ont été touchés par les enfants morts dans les trains d'atterrissage des avions ou dans des rafiots sombrant dans la mer aux portes de l'Espagne et l'Italie. Ils n'ont pas oublié les baskets et les chaussures accrochés aux grillages de Ceuta et Melilla comme autant de preuves des périls que rencontrent les Africains sur le chemin vers l'Europe. Ils se sont mobilisés nombreux pour soutenir, aux côtés du Réseau Education Sans Frontières, un membre d'une famille emmené en centre de rétention avant d'être expulsé pour empêcher l'expulsion brutale des parents d'enfants scolarisés, les amis de leurs enfants qu'ils ont voulu traiter comme les leurs. Ce sont eux aussi, étrangers réguliers ou irréguliers, que l'on pleure lorsque qu'un immeuble insalubre part en flammes.

N'ayons pas peur de parler de l'immigration aux Français, sans tabou ni angélisme, mais à travers les valeurs que nous portons au-delà de nos frontières.

Expliquons d'abord ce que les étrangers ont apporté aux Français pour construire notre pays. Les étrangers, nous les avons fait venir pour beaucoup : des dizaines de milliers d'hommes, du Maghreb, d'Afrique qui nous ont défendus pendant les deux guerres mondiales. Depuis le début de la révolution industrielle, nous avons fait venir des Polonais, des Espagnols, des Portugais, des Italiens...et plus tard les maghrébins.

Rétablissons aussi des vérités : toutes les études montrent qu'ils ont occupé et occupent très massivement des emplois dont personne d'autre ne veut ; qu'ils apportent à notre système de protection

sociale plus qu'ils ne reçoivent de lui.

Et parlons d'eux. Ce ne sont pas des stocks et des flux. Ce sont des hommes et des femmes qui ont fui les guerres et la misère. Posons-nous les bonnes questions : quel courage a-t-il fallu pour partir et laisser sa famille, ses racines, ses habitudes, et pour se lancer dans l'inconnu, un terrain semé d'embûches ? Avons-nous pris en compte cette rage de vivre, cette envie de s'en sortir à tout prix ? Disons la réalité de ce que sont les étrangers dans notre pays.

Disons que la seule répression n'est pas une solution pour réguler l'immigration. Il ne suffit pas d'ériger toujours plus haut les murs et les barbelés. Le vote de quatre lois en cinq ans n'est-il pas à lui seul un aveu d'échec de cette politique voulue par Nicolas Sarkozy ? La philosophie est toujours la même. Il faut à la fois « choisir » son immigration et rendre la vie des étrangers impossible, et garder leur famille à distance. 23 000 entrant par ce biais chaque année, quelques dizaines de cas de fraude. Il faut bien sûr les contrôler et les sanctionner, mais pas comme cela. Que dire de la notion de la famille promue par le dernier texte, qui en autorisant les tests ADN réduit celle-ci au lien du sang à travers les tests ADN, alors que la loi française reconnaît évidemment les enfants adoptés dans la famille et que M. Sarkozy souhaite reconnaître des droits « aux beaux enfants » dans des familles recomposées,... mais bien sûr des familles françaises.

Certains nous appellent, y compris dans nos rangs, à rompre avec l'angélisme. Mais quel angélisme ? Nous n'avons jamais pensé que les frontières de la France devaient être ouvertes à tout vent, que l'ensemble des sans papiers présents à un moment donné sur notre territoire devaient être régularisés. Mais à un moment politique majeur dans notre pays, ayons le courage de ne pas cautionner par notre silence la peur de l'autre, l'intolérance. Ayons le courage de combattre la politique menée par Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux, ayons aussi le courage de proposer un autre modèle, en n'oubliant pas que les Français sont dignes que l'on s'adresse à leur raison et à leur cœur, plutôt qu'à leur moëlle épinière.

Il faut que la France redevienne le pays des droits de l'homme, une nation adressant à nouveau un message de portée universelle de tolérance, de justice dans son discours et sa pratique. Au tri des immigrés, nous devons opposer un juste équilibre entre asile, famille et travail. Aux flux migratoires à sens unique qui privent les pays en développement de leurs forces vives, nous devons opposer la mobilité, la réciprocité, le partenariat et le co-développement. A la défiance et au repli sur soi, nous devons opposer avec fermeté et rigueur la confiance et l'ouverture aux autres.

Nous mettons en débat dès à présent plusieurs idées. Tout d'abord, il faut *renforcer l'aide au développement*, aide financière mais aussi économique, et en matière de santé et d'éducation. La France doit aussi conclure comme l'a fait l'Espagne de Zapatero des *accords négociés* et non imposés avec les pays d'origine sur les politiques de visas, d'aller-retour des travailleurs qui sont sur le territoire français, et de co-développement avec les mesures d'accompagnement qui y sont liées. Nous devons désormais raisonner à l'échelle européenne, tout en refusant de construire une Europe forteresse. Nous devons *rendre à nouveau possible le droit de vivre en famille* par un regroupement familial clair, regroupement qui doit bien sûr aller de pair avec l'acquisition de la langue française et la connaissance des droits et devoirs de la République. Nous disposons déjà, par exemple, des moyens pour refuser l'accueil des familles polygames. Refusons les fausses polémiques. Il faut assouplir largement la *politique des visas pour les étudiants*, tant pour leur permettre d'étudier dans les meilleures conditions en France que pour s'assurer qu'en retour leur formation profitera aux pays d'origine. Enfin, il faut mettre en place une politique de régularisation ouverte, fondée sur des critères clairs et explicites, comme l'Espagne et l'Italie l'ont fait, sans donner une prime aux filières clandestines mais en reconnaissant ceux qui sont ici depuis longtemps et qui font la preuve de leur insertion.

Nous devons aussi faire en sorte que les étrangers présents sur notre sol depuis un certain nombre d'années puissent avoir leur mot à dire sur ce qui les concerne directement dans la vie de

la cité. **Il nous faut instituer le droit de vote des étrangers aux élections locales.** Les résidents étrangers en France participent déjà pleinement à la vie économique et sociale. Ils travaillent, votent dans les élections professionnelles, agissent au sein d'associations françaises, versent leurs cotisations à la solidarité sociale et paient leurs impôts. On doit leur reconnaître des droits politiques à côté de leurs droits économiques et sociaux.

Nous considérons en outre que le travail de mémoire et de reconnaissance (recherches historiques, enseignements à l'école, débats....) sur ce que l'immigration nous a apporté, -sur le plan de la défense de notre pays, sur le plan économique, sur le plan culturel, sur la richesse qu'a gagné notre pays de cette diversité- reste à faire.

### ***Connaître et reconnaître ce que chaque civilisation a apporté au monde***

Au-delà de l'immigration, la France se doit de connaître et faire connaître les civilisations qui ont fait la richesse du monde, de promouvoir la connaissance de leur culture, d'initier les échanges et les confrontations. Nous devons les regarder sans arrogance en nous rappelant ce qu'elles ont apporté au monde. Nous les ferons découvrir à chaque enfant dès l'école afin qu'il apprenne le respect de la culture des autres. Nous soutiendrons toutes les initiatives au niveau international qui favoriseront ces échanges.

A-t-on compris le mal qu'a fait le discours de Nicolas Sarkozy au Sénégal et partout en Afrique avec des propos tels que : « le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est jamais rentré dans l'histoire » ? A-t-on mesuré à quel point les Africains se sont sentis insultés ? Quel mépris, quelle ignorance de ce que l'Afrique a apporté à l'Humanité. De ce qu'est aujourd'hui sa jeunesse, moderne et inventive, talentueuse et ouverte au monde dont le premier rêve est de vivre dignement dans son pays.

Non le drame de l'Afrique ce n'est pas que l'homme africain n'est pas entré dans l'histoire. Le drame de l'Afrique c'est que l'un des dirigeants d'une des plus grandes puissances de la planète puisse tenir ce genre de propos. Le drame de l'Afrique, c'est la politique de la Françafrique, c'est le soutien aux dictateurs et aux dirigeants corrompus et la défense cynique de nos intérêts économiques à court terme.

Allons plus loin. Les Africains étaient au cœur de l'histoire quand l'esclavage a changé la face du monde. Les Africains étaient au cœur de l'histoire quand l'Europe s'est partagée le continent, comme lorsqu'ils ont résisté à l'esclavage. Par leurs révoltes ils ont permis l'abolition de l'esclavage ; par leurs insurrections, ils ont poussé les pays colonialistes à abandonner la colonisation. En agissant ainsi, ils ont rendu aux Européens leur humanité.

La grandeur d'un peuple se mesure à la capacité d'assumer son histoire, celle d'une société à s'avouer les crimes qu'elle a commis, celle d'un Etat à dénoncer les actes de barbarie que ses autorités, en des temps pas si lointains, ont pu cautionner. La France doit reconnaître que la colonisation et l'esclavage ont été une trahison de notre idéal et de nos valeurs. Elle doit condamner ce qu'il faut appeler par son nom : l'asservissement d'un peuple par un autre.

Il en coûte toujours à un pays de ne pas être au clair avec son histoire, d'en contourner les difficultés pour éluder ses enseignements.

Nous devons aussi parallèlement étudier les conséquences, positives et négatives, de la présence française en Afrique. Cette analyse doit être faite par des historiens, des sociologues, des économistes. Le rôle du politique n'est pas de participer à l'écriture de l'histoire, encore moins à sa réécriture comme a tenté de le faire la droite avec la loi du 23 février 2005, heureusement abrogée. Il doit en revanche en favoriser l'étude et la mémoire.

## Un plus grand respect de notre République, des règles et des autres

---

La laïcité est le premier garant de notre République où chacun peut vivre dignement, dans le respect de sa personne et dans le respect des autres. Dans la vie quotidienne, elle doit aller de pair de manière concrète avec le civisme, la sécurité et la justice.

### **Le civisme ciment de la citoyenneté**

L'Etat doit remplir son rôle, le citoyen le sien. Nous devons remettre le civisme au cœur de notre vie collective. Que ce soient la vitesse sur les routes, la propreté dans les villes, le respect des autres, de tous les autres, la réduction des déchets, la protection de l'environnement, sur des sujets très concrets comme plus fondamentaux, le problème du civisme se pose à nouveau à nous. Vivre en société, c'est en accepter les règles, c'est respecter ce que nous avons de commun –des espaces publics jusqu'aux valeurs de notre République-, c'est accepter les autres.

C'est d'abord dans la famille que doit naître cet état d'esprit pour les enfants dès leur plus jeune âge, par l'acceptation de repères et de règles, pour l'apprentissage de la vie commune et même de la solidarité. D'où notre proposition de développer les réseaux de parentalité.

L'école est ensuite le lieu par excellence où les jeunes doivent être éduqués à cette vie commune, à la citoyenneté et aux Droits de l'Homme. Pour cela l'école devra davantage encore s'ouvrir aux autres acteurs de la citoyenneté, notamment les nombreuses associations de défense des droits de l'homme, d'éducation populaire, d'animation des quartiers.. Et surtout nous proposons qu'il y ait, dans la durée des études de tous les jeunes, *obligatoirement par exemple 1000 heures consacrées à des tâches d'intérêt général* en France ou à l'étranger : de quelques heures pour les plus jeunes, chaque année, à une semaine pour les adolescents et davantage pour les étudiants.

### **Sécurité : fermeté et justice**

La sécurité est un des droits fondamentaux de l'homme, inscrit comme tel dès l'article II de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Pourtant aujourd'hui elle est loin d'être assurée ou ressentie comme telle pour tous les Français. La situation est devenue totalement insupportable. D'une part parce que la droite a favorisé une forme d'éclatement des solidarités, d'individualisme, mais aussi de peur de la jeunesse. D'autre part parce que, pour des raisons idéologiques, la même droite a fait le choix de réduire drastiquement l'intervention des services publics, et notamment de la police de proximité. Ceci génère chez les Français un double sentiment : celui de l'impuissance de l'Etat, et celui de l'abandon à leur propre sort.

Les plus fragiles sont davantage touchés par l'insécurité, alors qu'ils souffrent déjà de problèmes d'emploi, de logement, de formation ou de santé. Cette terrible inégalité fait de la sécurité un vrai combat pour les socialistes. Elle s'inscrit au cœur des valeurs pour lesquelles nous nous sommes toujours battus. L'insécurité n'est pas plus que le chômage une fatalité à laquelle les Français devraient se résoudre. Les solutions que nous souhaitons apporter passent par la mise en place d'une politique qui tient en quatre mots : mobilisation, prévention, sanction, réinsertion.

> Les dispositifs partenariaux comme les Contrats locaux de sécurité doivent être remaniés, renforcés et amplifiés. On ne peut appréhender les problèmes de sécurité dans toute leur dimension si tous ceux qui possèdent une part d'information - et donc une part de solution – ne collaborent pas pour les résoudre. Cette collaboration entre élus, police, justice, prévention spécialisée, bailleurs sociaux et Education nationale doit être systématisée. Mais cette nécessaire coopération doit se faire dans le plus strict respect des compétences de chacun. Rien n'est pire qu'un pilotage sécuritaire des politiques sociales, éducatives et de prévention. Une société plus sûre et plus humaine est une société où chacun assume pleinement, avec l'autonomie nécessaire, la mission qui est la sienne. Le rôle de la police n'est pas celui des magistrats, ni celui des éducateurs, ni des enseignants ou des travailleurs sociaux. Pour ce

qui est de la police, il ne saurait être question de transférer dans ce domaine une part des compétences de l'Etat aux polices municipales. La sécurité doit en effet être assurée de manière égale entre tous les citoyens, quelle que soit la commune où ils habitent. La police nationale est un service public, un service au public, qui doit être rendu dans la proximité. Comment envisager, en effet, de protéger les Français et d'apporter des solutions, sans avoir une connaissance pointue des difficultés qu'ils rencontrent ? *La police de proximité, réclamée par tous et supprimée par la droite doit être restaurée partout.* Il ne s'agit pas d'une simple question d'effectifs, mais bien d'une manière différente d'appréhender les difficultés, en étant présent en permanence au cœur des villes et aux côtés de nos concitoyens.

> La prévention doit être soutenue. *Prévenir, c'est penser que rien n'est figé, que les choses peuvent changer lorsqu'on s'en donne les moyens.* La prévention est en cela une politique de progrès qui s'oppose à la répression seule, qui se contente de gérer les symptômes. Le travail des éducateurs spécialisés (« de rue ») est donc fondamental puisqu'il permet, en suivant individuellement les personnes, d'apporter des réponses différenciées et adaptées. Leur nombre, notoirement insuffisant, doit être largement augmenté. De même, le travail avec l'Education Nationale doit être renforcé afin de détecter au plus tôt les difficultés rencontrées par les jeunes, et qui peuvent donner lieu à des comportements violents en milieu scolaire.

> La politique de prévention que nous souhaitons mener n'aurait aucune crédibilité si parallèlement des sanctions justes et proportionnées à l'acte n'étaient pas infligées. *Toute transgression de la loi, quelle qu'elle soit, doit être sanctionnée... mais de manière adaptée, et proportionnée à la gravité de l'acte.* Nous devons aussi réaffirmer l'esprit initial de l'ordonnance de 1945, qui met l'aspect éducatif au cœur de l'accompagnement des jeunes délinquants, précisément parce qu'ils sont à l'âge où tout est, et doit, rester possible. La répression sans perspective ferme les portes de tout avenir, tant pour les délinquants que pour l'ensemble de la société.

> Une fois le principe de la sanction acquis, il est de la responsabilité de la société de faire en sorte que le condamné puisse retrouver la plénitude de ses devoirs, mais aussi de ses droits à la fin de la peine. Peines planchers, rétention de sûreté, politique en matière de justice des mineurs : en dépit du fait que le système pénal français est déjà très répressif, la droite s'enferme dans l'application d'une doctrine réactionnaire pourtant en échec : une criminalité qui ne baisse pas, une surpopulation pénale croissante et des conditions d'enfermement qui continuent de faire honte à notre pays. Le meilleur moyen de prévenir la récidive est de préparer la réinsertion des détenus et de traiter les problèmes médicaux et psychiatriques qui doivent l'être pendant la détention. Ce travail repose sur les épaules d'associations la plupart du temps très démunies en moyens et en personnels. *La définition d'une grande politique pénitentiaire est urgente,* en lien avec une politique pénale qui doit prendre en compte les mêmes constats.

> Parallèlement nous souhaitons *développer l'accueil, l'information et l'accompagnement des victimes.* Toute agression, même mineure, constitue un traumatisme qui doit être traité. Les victimes ont droit à cette attention et à cet accompagnement qui font souvent défaut.

> Nos priorités doivent être *d'améliorer l'accès de tous à la justice,* une justice à la fois protectrice pour les plus faibles et réparatrice pour les victimes, de rétablir la présomption d'innocence et de garantir l'indépendance et la responsabilité de l'institution judiciaire. On ne peut réduire le nécessaire débat sur la réforme de la justice à une logique comptable. Elle doit suivre une logique de territoires et apporter de nouvelles réponses en termes de service public de la justice pour offrir aux citoyens une véritable justice de proximité, équilibrée et efficace.

> Nous devons traiter de la même manière la sécurité alimentaire (malbouffe -protection contre le salage des aliments, l'usage de graisses-, OGM...), la sécurité informatique (protection des mineurs, protection contre l'utilisation des données personnelles Facebook, My Space...- pour le marketing...), comme la sécurité environnementale, dans une approche qui allie une transparence dans les données,

un débat public, une action de l'Etat et des collectivités locales, accompagnée dans beaucoup de cas d'un changement de comportement de nos concitoyens. Si nous croyons en la force de l'action collective correctrice des inégalités de départ ou de celles créées par la société, nous savons qu'elle doit aller de pair avec la responsabilité de chacun.

## **Des citoyens porteurs de valeurs et de solidarité**

---

Au-delà du civisme et de la responsabilité, nous appelons nos concitoyens à la solidarité et à la fraternité. L'acceptation de l'autre lorsqu'il est différent, le regard fraternel sur le handicapé ou le SDF peuvent aider à changer le cours de leur vie. Dans le même esprit, doit naître une solidarité active vis-à-vis des personnes âgées isolées, car l'Etat et les collectivités locales ne peuvent régler tous les problèmes, vis-à-vis des jeunes qui dérapent et qui ont besoin qu'on leur tende la main...Et pourquoi ne pas demander à ceux qui vont mieux, qui ont aujourd'hui plus de temps pour vivre, grâce aux 35 heures ou à l'accroissement de l'espérance de vie, de **consacrer une partie de ce temps aux autres** directement dans son voisinage ou par le biais par exemple de l'engagement associatif? Un soutien accru aux bénévoles, la multiplication des maisons des associations doivent accompagner cette démarche.

Chacun reconnaît l'importance et la richesse de la vie associative, notamment dans les quartiers marqués par les inégalités sociales. A n'en pas douter, les associations répondent à des besoins cruciaux car elles mobilisent les habitants sur des actions touchant à la vie quotidienne (santé, prévention, emploi, éducation, culture, sport, ...) et créent ce lien social qui s'est effiloché au fil des années de crise économique et sociale.

Dans un contexte de désengagement massif de l'Etat, nous devons montrer notre solidarité aux associations qui comptent de plus en plus sur les collectivités locales (nombreuses à gauche) pour leur survie et dont nous reconnaissons le rôle indispensable pour la cohésion sociale dans notre pays. Au moment où des déséquilibres grandissants menacent notre modèle économique et social, il est indispensable de **soutenir avec force la vitalité du mouvement associatif, social et solidaire**.

Bien sûr, cela ne saurait se substituer au **retour d'une politique de prévention et de lutte contre les exclusions digne de ce nom**, démantelée par la droite, alors que celle-ci avait commencé à marquer des points.

\*\*\*

Vivre ensemble, c'est tout cela et bien d'autres choses sur lesquelles nous devons travailler, nous pensons bien sûr notamment au sport, qui doit faire l'objet d'une véritable politique de gauche, visant l'accès de tous et véhiculant des valeurs collectives, bref retrouver l'esprit impulsé par Léo Lagrange.

## I-4 La culture, vecteur d'émotion et de cohésion

---

Il est une question sur laquelle nous voulons particulièrement insister : la Culture. Alors qu'elle en faisait le socle d'un modèle partagé et reconnu dans le monde, la France traverse aujourd'hui une véritable crise du sens et des perspectives dans ce domaine. Pourtant la Culture doit être au cœur d'un projet politique.

Pourquoi la Culture ? D'abord parce qu'elle fait lien avec le passé et entre les générations. Ensuite parce que la culture permet d'ouvrir le cœur et l'esprit. Enfin dans une société où le « toujours plus » prend le pas sur tout le reste, la culture apporte d'autres valeurs. Elle assure la conciliation entre l'homme, sa libre pensée et le collectif, la société. Elle permet de lutter à la fois contre l'individualisme et le repli sur soi.

Nous vivons dans un univers de l'anecdote et de l'urgence où la pensée et la réflexion passent de plus en plus au second plan. Plus que jamais, et au plus haut niveau, l'apparence prend le pas sur les actes. C'est peut-être pour cela que l'on n'a jamais eu autant besoin d'art et de culture afin de donner à chaque homme et à chaque femme les moyens de s'émanciper tout en étant ouvert aux autres, solidaire.

La situation est préoccupante. Le désengagement de l'Etat commence à toucher tous les secteurs ; le ministère de la culture ne se préoccupe plus de travailler sur le terrain ; face à la crise du financement de la culture, la confusion des réponses est totale ; enfin nous maîtrisons mal les conséquences de la mondialisation sur la diversité culturelle – la nôtre et celle des peuples et des cultures du monde.

Le débat public de ces dernières années a rayé la culture de ses enjeux. Or, la France a besoin d'une politique culturelle. Nous ne pouvons nous contenter de réponses défensives à des injonctions populistes, nous devons travailler au contraire à la formulation d'un projet de société ambitieux qui passe par l'approfondissement assumé de notre rapport à la culture.

Il apparaît ainsi d'autant plus important de conforter la place des artistes et leur liberté de création, d'ouvrir de nouveaux champs de la démocratisation culturelle et de forger collectivement de nouveaux outils au service de cette volonté.

### **Conforter la place des artistes et leur liberté de création**

---

Parce qu'ils parlent de l'indicible, parce qu'ils montrent l'invisible, parce que de tout temps et dans toutes les sociétés ils ont été des révélateurs, les artistes nous invitent à porter un regard sensible sur le monde et à penser le futur. Ils sont comme des chercheurs et, comme dans la recherche, ils font naître des expériences, ils inventent la langue de demain et les modalités de l'être ensemble. Leur rôle dans la cité ne se négocie pas, il ne se décrète pas et ne doit pas s'apprécier à l'aune d'une allégeance au pouvoir quand bien même celui-ci les subventionne.

A l'instar des manifestations de Lille 2004 qui nous ont permis de multiplier l'accueil d'artistes et d'œuvres dans la ville et sur le territoire de Lille et de la Région, nous devons faire en sorte que l'art soit présent et partagé par le plus grand nombre.

Ceci suppose d'abord de ne pas démanteler le travail d'action culturelle mené par les artistes et les compagnies mais bien au contraire de le soutenir et de renforcer la présence des créateurs en leur donnant les moyens de s'installer et de travailler au cœur des villes et des quartiers.

Il importe également d'être attentif à l'invention de nouvelles pratiques qui sont celles de notre siècle. Avec le développement des supports technologiques mais aussi de sociétés plus contrastées, de nouvelles formes artistiques, souvent qualifiées d'urbaines, sont apparues dans les trente dernières

années. Elles témoignent d'une richesse culturelle que nous savons pas encore bien assumer. Tout en observant les tendances les plus récentes de l'innovation, il faut pouvoir conforter ces formes qui prennent leur place dans notre société. Il en est ainsi par exemple du mouvement hip hop auquel le soutien apporté est encore balbutiant ou de la reconnaissance de nos cultures métissées par les apports de l'immigration.

## **De la démocratisation culturelle au partage de la modernité**

---

La politique culturelle s'est développée en France en s'appuyant sur la notion de démocratisation. La défense de l'excellence artistique va de pair en effet avec notre capacité à la faire partager au plus grand nombre. Aujourd'hui certains seraient prêts à sacrifier ces années de construction patiente et passionnée. Pourtant le développement des pratiques culturelles ne résultera pas d'un appauvrissement de l'offre mais d'une relation plus approfondie entre les œuvres et les publics.

Aussi faut-il *défendre la notion de démocratisation culturelle* sans pour autant renverser les rôles. Ce n'est pas en créant un audimat dans nos théâtres nationaux ou en prônant la loi du plus petit dénominateur commun, dont on voit les effets dévastateurs sur la télévision, que nous élèverons le débat. Le public ne peut être placé dans la position du consommateur mais plutôt dans celle du participant, partageant une expérience ou une émotion. Les structures culturelles n'ont heureusement pas attendu à ce jour pour développer ce travail d'échange et d'action culturelle avec leurs publics qui sont présents dans toutes les grandes aventures collectives.

S'il est bien une nécessité c'est celle d'*ouvrir à la culture l'ensemble des établissements scolaires*. Les déclarations du gouvernement sur les enseignements artistiques peuvent être déjà jugées au regard des moyens qui y sont véritablement consacrés. L'éducation aux arts et à la culture est en effet le véritable socle de la démocratisation culturelle. Nous devons dès le plus jeune âge ouvrir les talents de nos enfants et encourager les jeunes générations à accéder à l'art. Ce qui a été engagé à Lille depuis plusieurs années comme dans d'autres villes au travers d'un Projet Educatif global, qui porte déjà ses premiers résultats en permettant à chaque enfant scolarisé d'accéder à une sensibilisation et à une pratique artistique, se doit d'être généralisé.

Ce n'est pas seulement d'accès à la culture dont il faut parler mais aussi de la maîtrise des outils et du partage de cette maîtrise. Aujourd'hui, et pas seulement au travers d'Internet, l'accès à la connaissance est beaucoup plus éclaté, dans des réseaux décentralisés, non hiérarchisés.

La création des maisons Folie, à l'occasion de Lille 2004, a montré qu'il est possible de réunir et de partager dans un même lieu, une « culture vécue » et ce qu'Edgar Morin, appelle « la culture cultivée », de ne pas opposer élitiste et populaire, de sortir de choix figés et de prendre en compte aussi bien des projets d'artistes que des projets d'habitants. Comme d'autres en Europe, ces lieux, non formatés, au croisement de l'art et des pratiques culturelles, créent les conditions de ce nouvel accès à la culture.

## **La politique culturelle est en un enjeu pour tous**

---

Il nous faut tout d'abord retrouver *une politique du positif : travailler pour les jeunes générations*, qu'elles soient nouveaux publics ou futurs acteurs, à l'école et dans nos cadres de vie. Cette réflexion, comme l'exigence qu'elle sous-tend, doit s'étendre au service public de l'audiovisuel qui ne doit pas être abandonné mais renforcé.

*Conforter la place de la création artistique dans la ville* peut conduire à inviter à l'ouverture de nouveaux espaces à même de réunir artiste et habitants. A l'instar des maisons Folie, ces « maisons de vie ou maisons d'artistes », -(qui s'inscrivent dans un quartier ou dans le bourg d'un village, dans un immeuble ou dans une friche)-, pourraient constituer, en complément des réseaux de structures décentralisées, une nouvelle génération d'équipement.

Il nous faut aussi *favoriser la création d'emplois culturels* en développant les entreprises à vocation culturelle. Ceci passe en particulier par un plan d'ensemble pour soutenir la création de « start-up » dans les domaines à fort développement technologique tout en accompagnant la mutation vers le numérique, mais également par un investissement dynamique dans nos laboratoires de recherche et nos universités trop coupées de la sphère culturelle. Ceci passe également par une régulation du marché dont nous devons porter l'ambition à l'échelle européenne, notamment dans les domaines du cinéma et de l'audiovisuel.

Nous devons permettre un financement accru de la culture et proposer des mesures nouvelles d'incitation au mécénat culturel (tant sur le plan de la fiscalité que du mode opératoire) qui doit être ouvert également aux individus.

Enfin si le secteur culturel est en pleine croissance, il est structurellement déficitaire et demande un soutien. Le rôle des pouvoirs publics est à cet égard essentiel. Et tout désengagement a des effets négatifs. L'Etat ne saurait se défausser sur les collectivités locales : chacun doit assumer ses responsabilités. Le régime de l'intermittence est toujours en crise, la dernière réforme du protocole ayant accru la précarisation de l'emploi culturel et n'offrant aucun gage de pérennité, bien au contraire. Nous devons impérativement reprendre la question et préparer une nouvelle réforme globale du statut des intermittents du spectacle en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés.

Ceci nécessite une véritable ambition de politique culturelle de la part de tous : de l'Etat jusqu'aux collectivités et ceci dans un contexte européen assumé. Chacun a sa place : les élus dans les collectivités ont bien sûr un rôle majeur mais l'Etat ne doit pas abandonner ces champs. Il nous faut une vision d'ensemble au niveau national qui ne soit pas seulement l'addition de politiques locales. L'Etat doit aider la création, la soutenir, tenir sa place dans l'éducation et forger une véritable politique industrielle de la Culture. La société civile aussi a un rôle à jouer en la matière. Quant aux acteurs culturels ils participeront d'autant mieux à cet engagement que la question de l'évaluation de ces actions sera clairement envisagée et partagée.

## I-5 Générations internet

---

Enfin, comment ne pas clore ce chapitre sans parler d'internet. Les technologies numériques et internet ouvrent un extraordinaire espace de libertés. Les moyens considérables investis par les dictatures pour contrôler le *net* sont sans doute à la mesure de l'ampleur de ces libertés nouvelles. Jamais autant d'informations, de connaissances et de créations n'ont été accessibles à un aussi grand nombre d'individus. Chacun peut désormais exprimer son opinion sur les affaires du monde, apporter ses connaissances, mais aussi rendre accessibles ses productions, personnelles ou professionnelles. Des groupes d'individus situés aux quatre coins de la planète peuvent désormais se constituer, échanger, coopérer et agir ensemble simultanément.

Il en va pour internet comme dans d'autres domaines : le bénéfice que sauront tirer les sociétés de ces nouvelles libertés dépendra beaucoup de la pertinence des politiques qui seront conduites. Les chantiers sont nombreux et les réponses actuelles ne sont pas à la hauteur de ceux-ci.

La France n'a pas su pleinement tirer parti du formidable potentiel *économique et d'emplois* lié à la révolution numérique. Nous ne devons pas rater la prochaine vague d'innovations. Nous devons agir sur tous les leviers : place dans l'enseignement supérieur et la recherche, pôles de compétitivité, filière logiciels, levier de la commande publique pour les PME, « business angels »...

Sur le *plan culturel*, la criminalisation des internautes est une impasse doublée d'un total contresens : ce que recherchent les internautes qui copient des CD ou des DVD, plus que les contenus

eux-mêmes, c'est partager des émotions et échanger des savoirs. Bien sûr, dans un contexte nouveau où le numérique permet de copier les œuvres à l'identique et le net de les diffuser à l'infini (P2P), il faut trouver des solutions pour assurer le financement de la création et la rémunération des artistes. Mais, alors que le débat se focalise sur cette question, la priorité n'est-elle pas d'aider le web à devenir réellement ce formidable outil, qu'il est fondamentalement, de démocratisation de l'accès à la création et à la diffusion pour des millions de personnes. Le soutien à la création numérique ne doit pas non plus être négligé. La question de la création d'une *bibliothèque numérique européenne* nous paraît également essentielle.

Nous l'avons dit, le web est aussi un enjeu majeur dans *l'Education Nationale* pour mettre en œuvre des pédagogies innovantes et adaptées à chaque élève. La *e-administration* doit devenir une réalité, pour améliorer les services rendus aux usagers, et gagner en efficacité. Enfin, *l'accès de tous au numérique* doit rester une exigence absolue, qui est loin d'être acquise. Il doit être assuré tant physiquement (développement des réseaux), que financièrement (coût abordable) et socialement (apprentissage du maniement d'un ordinateur et de la navigation sur le web notamment pour les moins jeunes...).

Le rôle de l'Etat est aussi de mettre en place les régulations qui permettent de protéger les internautes *contre les dérives* : obligation de systèmes de mise en place de limitations d'accès pour les mineurs, protection contre l'exploitation commerciale des données personnelles, protection des consommateurs contre les abus des opérateurs (limitation de la durée des abonnements à un an renouvelable, dénonciation des ententes illégales entre opérateurs, gratuité des services d'assistance...).

## II- Redonner un avenir à la France

---

La France doit retrouver le chemin de l'avenir dans tous les domaines : retrouver la croissance, mais une croissance durable, régulée et équilibrée ; réinventer les villes ; moderniser l'Etat.

### II-1 Le développement durable : plus qu'une alternative, un progrès nécessaire

---

Les ressources naturelles se raréfient. Les pollutions se multiplient. L'eau, l'air, les sols, les forêts se dégradent. Le climat se dérègle. Le nombre d'espèces vivantes est en baisse. Les générations futures ne sont pas assurées d'hériter d'une planète où il fera bon vivre.

Nous avons une immense responsabilité. Si nous ne faisons rien, ou si nous agissons trop timidement, des dommages irréversibles auront été causés à notre planète. Nos enfants devront supporter les conséquences de notre imprévoyance. Cela, nous devons le refuser. Il est encore temps d'agir. Nous devons nous engager avec la plus grande détermination dans la voie du développement durable, et y entraîner avec nous les Français. Le Grenelle de l'environnement, nous le savons désormais, ne constitue pas une réponse à la hauteur de ces enjeux : absence de moyens concrets, législation ambiguë, caractère ponctuel, il ne trace pas les modalités d'un avenir possible pour notre pays.

Le Parti Socialiste a inscrit dans le marbre sa volonté de contribuer à sauvegarder la planète et de promouvoir la qualité de l'environnement. Il faut maintenant passer par la fixation d'objectifs quantitatifs dans un calendrier précis en promouvant le principe de précaution et la nécessaire participation des habitants pour donner du sens aux changements comportementaux que cela induit. C'est un changement de mentalité qu'il nous faut opérer : nous devons faire du défi écologique un atout différenciant pour notre pays. L'économie de l'environnement créera, à court terme, beaucoup plus de richesses que celle liée à sa destruction.

Nous devons agir dans tous les domaines. Il nous faudra nous doter d'un **Plan Climat** digne de ce nom et conforme à nos engagements internationaux, nous déplacer autrement, économiser les ressources, produire aussi localement nos propres énergies, produire et construire « durable ».

#### Donner l'exemple par la commande publique

---

> Tout d'abord, les pouvoirs publics doivent montrer l'exemple. La **commande publique** représente près de 15% du PIB européen. Le Code des Marchés Publics doit donc continuer d'évoluer pour *généraliser les achats responsables* dans tous les domaines, de la construction ou de la réhabilitation de bâtiments publics à l'achat de denrées alimentaires, d'énergie ou de matières premières. Le bilan environnemental des produits prendra en compte leur composition, leur mode et leur lieu de production et leurs conditions de transport.

#### Privilégier les modes de déplacement doux

---

> Dans le domaine des **transports** justement, l'objectif doit être de favoriser l'inter-modalité, dans un souci d'aménagement équilibré du territoire. Il faudra développer les alternatives à la voiture individuelle pour les particuliers : *soutien à l'auto-partage, au covoiturage et aux transports doux, généralisation des moteurs hybrides, révision des programmes de construction d'autoroutes et de contournements urbains,*

pour réaffecter ces investissements en faveur du développement des tramways, tram-trains, de réseaux ferrés régionaux innovants, navettes fluviales, etc. Le transport de marchandises devra être organisé pour que les déplacements routiers deviennent le dernier maillon de la chaîne de transport, en confortant le développement du transport combiné par voie ferrée ou fluviale.

## Aménager autrement les territoires

---

> A l'image des évolutions de nos modes de déplacement, **l'aménagement du territoire** et les règlements d'urbanisme doivent progresser pour contraindre à la construction bioclimatique, à la gestion intégrée des eaux pluviales, à la lutte contre les nuisances et à la prise en compte des énergies renouvelables. L'urbanisation doit être maîtrisée. Il faut systématiser la création d'éco-quartiers. Les stratégies de planification énergétique doivent être rendues obligatoires par la mise en place de systèmes localisés de production et de distribution de chaleur et d'électricité à partir d'énergies renouvelables -géothermie, biogaz, biomasse. L'imperméabilisation des zones urbaines doit être réduite et le caractère opposable des Plan d'Aménagement pour le Développement Durable doit être restauré.

## Des logements économes et producteurs d'énergie

---

> Simultanément à ces politiques d'aménagement, un plan national de rénovation de **l'habitat** social et privé doit être engagé. *Les aides publiques doivent être liées à la performance énergétique des réhabilitations*, car la bataille du pouvoir d'achat passe par une meilleure maîtrise des charges des ménages, dans un contexte de libéralisation et d'augmentation du coût de l'énergie. Et de nombreuses filières d'activité et de métiers restent à soutenir dans le domaine du bâtiment. La question du rôle de l'Etat dans la production et la distribution énergétique doit être revisitée dans ce contexte, pour que l'accès à l'énergie, mais aussi aux déplacements et à une alimentation saine soit un droit garanti pour tous.

De manière plus large la question **énergétique** est essentielle, elle doit faire l'objet d'une approche lucide et équilibrée. Nous n'avons pratiquement plus de ressources fossiles nationales, nous dépendons du gaz russe et du pétrole du Moyen-Orient. La première de nos ressources est représentée par les économies d'énergie. Les énergies renouvelables sont un réel espoir également mais ne représentent qu'une réponse partielle. S'agissant du gaz et du pétrole, nous devons avoir pour objectif d'en limiter l'usage là où ils sont indispensables. S'agissant du nucléaire, le fonctionnement et le renouvellement de la filière, dans notre pays, doivent se faire en réduisant la part qui est indéniablement trop élevée. Simultanément, le programme de maîtrise des déchets doit être amplifié et le pouvoir d'une autorité de sûreté indépendante renforcé.

## L'agriculture durable

---

> Nos modes de **production agricole** doivent eux aussi évoluer, pour *favoriser l'agriculture biologique ou raisonnée*. En même temps que la commande publique encouragera ces modes de production plus sains, une politique ambitieuse de *recherche agronomique, de développement des labels et des AOC, de protection des champs captants et d'aide aux reconversions à l'agriculture biologique* sera engagée, pour réduire l'usage des pesticides et des engrais de synthèse, protéger la santé des consommateurs et des agriculteurs. Plus globalement, les phénomènes de **pollution chimique**, déjà pris en compte par la réglementation européenne REACH, doivent être mieux anticipés. La chimie verte peut être financée par une taxation des pesticides, en même temps que les formations d'éco-toxicologues sont développées et que les substances les plus dangereuses sont éliminées.

## Produire autrement

---

> Les nombreuses normes limitant l'impact des activités industrielles sur la santé et sur l'environnement doivent être complétées d'une stratégie volontariste de **développement économique** basée sur la revalorisation de l'économie des ressources et le développement des écosystèmes industriels dans les 25 000 zones d'activités françaises. 1 tonne de bouteilles plastiques recyclée permet d'économiser 2 tonnes de pétrole. Et ce alors que 99% des ressources mobilisées par la production industrielle deviennent des déchets en moins de 6 semaines. L'évolution du cours des matières premières est une opportunité : l'industrie du recyclage, de l'éco-conception et du ré-emploi recèle un gisement d'activités et d'emplois considérable. Et la valorisation énergétique doit être considérée en dernier recours, une fois que les matières organiques sont valorisées sous forme de biogaz et de compost, que les matériaux recyclables sont effectivement recyclés par des filières locales compétitives, plutôt que d'être envoyés en Asie. Des centres de récupération doivent être implantés dans toutes les régions, des standards de déconstruction mis en place, un système de consigne peut être étudié et la collecte des produits recyclables doit être étendue à tous les établissements publics et privés. Tout un pan de notre économie peut ainsi être développé, pour **consolider notre positionnement et notre compétitivité et créer de l'emploi industriel non polluant**.

> C'est une stratégie de **relocalisation économique** qui se dessine aussi à travers les principes d'actions présentés ici. En réduisant les distances d'approvisionnement, en favorisant les projets de production propre et locale, basés sur le recyclage et le ré-emploi, en encourageant les stratégies de coopération entre les acteurs économiques (écosystèmes industriels et clusters d'entreprise), nous répondrons aux enjeux de la création d'emplois pérennes, d'une indispensable indépendance énergétique, d'une préservation des ressources naturelles et d'une diminution des pollutions de l'air, des eaux et des sols.

Cette politique volontariste, pour fonder un mode de développement, ne s'appuiera pas uniquement sur des réglementations contraignantes mais compte sur l'innovation, la recherche et l'incitation. Si le respect des réglementations européennes doit précéder notre développement, c'est en soutenant les multiples et prometteuses démarches exploratoires, menées partout en France, que nous entendons répondre aux enjeux d'un climat plus instable, de matières premières et d'énergies fossiles devenues rares et coûteuses.

> Des **incitations financières** telles que le micro-crédit, l'encouragement aux investissements socialement et écologiquement responsables, la systématisation des études d'impact, des évaluations en coût global et des bilans carbone devront être mis en œuvre pour les investissements publics et privés.

> Enfin, des mécanismes de **taxation financière** intégrant l'impact sur le climat et sur la santé devront être mis en place : nous voulons une « fiscalité écologique sociale », c'est-à-dire qui contribue, notamment via la répartition de son produit ou les interventions qu'elle finance, à réduire les inégalités de revenu (affectation à des aides à l'isolation pour faire baisser les charges ou aux tarifs sociaux des transports en commun, réduction concomitante des prélèvements sur les salaires pour favoriser l'emploi et le pouvoir d'achat...).

## II-2 Repenser et retrouver la croissance

---

Nous acceptons tous le marché comme cadre d'action pour l'économie. Et nous pensons tous qu'il faut le maîtriser. La question ne porte donc pas sur le principe mais sur le : comment et jusqu'où ?

Si la dernière partie du XX<sup>e</sup> siècle a consacré la faillite des économies fondées sur la propriété collective des moyens de production, le laisser-faire économique est en train de rencontrer de sérieuses limites. Il échoue non seulement où c'était le plus prévisible –la réduction des inégalités–, mais aussi là où il était censé être le meilleur, l'efficacité. Les pannes majeures du capitalisme financier se multiplient et s'aggravent : il y a eu l'alerte de la montée puis l'éclatement de la bulle Internet ; les premières entreprises américaines ne parvenant plus à assurer le paiement des retraites ; les entreprises de Californie soumises à des coupures d'électricité faute de capacité suffisante ; les dysfonctionnements majeurs des transports en commun londoniens.

Aujourd'hui, tout semble s'accélérer : la crise des *subprimes*, des banques incapables de dire à quel risque elles se sont exposées ; la crise alimentaire qui a conduit à un quasi doublement des prix en un an, avec des navires pleins de nourriture bloqués dans des ports des pays d'Afrique, devant des populations affamées ; la crise énergétique, avec un pétrole qui n'en fini plus de monter (20\$ en 2000 et 130\$ aujourd'hui) provoquant de lourdes difficultés, dans les pays développés eux-mêmes, pour les familles comme pour les professions fortement consommatrices.

Plus que jamais, nous pensons qu'une intervention forte de l'Etat dans le domaine économique est nécessaire.

### Retrouver la croissance et la création d'emplois

---

Si nous pensons que l'accumulation de biens n'est pas une fin en soi de la société, et que la croissance doit impérativement être rendue compatible avec la protection de l'environnement, nous ne sommes pas pour autant des adeptes de la décroissance. Notre pays a besoin de croissance pour faire baisser le chômage et pour améliorer les conditions de vie des Français. Pour redistribuer des richesses, il faut d'abord les produire. Nous voulons une croissance durable, nous l'avons dit, mais aussi régulée et équilibrée.

Il faut tenir un langage de vérité aux Français. Il est vain de vouloir interdire les licenciements– le remède serait pire que le mal–, mais il faut sanctionner lourdement les licenciements abusifs, décourager totalement les licenciements boursiers en faisant payer aux entreprises qui en ont les moyens le reclassement de l'ensemble des salariés et la recréation des emplois supprimés.

De même, la nationalisation ou la mise sous perfusion des entreprises qui ne sont plus rentables n'est pas une solution, en revanche, *des fonds nationaux, et, plus encore, européens, gérés par les régions*<sup>5</sup>, pourraient être mis en place pour aider des entreprises qui rencontrent des difficultés surmontables, à rebondir. La *Caisse des Dépôts et Consignations* doit également être mobilisée en ce sens. Le réalisme oui, la fatalité, non !

La croissance ne se décrète pas, mais l'Etat est décisif pour créer un cadre qui lui est favorable. Entre 1997 et 2002, il y a eu 1% de croissance en plus en France que chez nos partenaires européens. Nous étions devenus la locomotive économique de l'Europe. Aujourd'hui, nous sommes à la traîne avec 2,2% en 2007 contre 2,6% pour la moyenne européenne.

Cela suppose d'agir à court, moyen et long terme, sur le pouvoir d'achat en redistribuant autrement les fruits de la croissance, sur les entreprises en favorisant l'investissement et la valorisation du

travail, et sur les structures de l'économie par la recherche, la formation et la stimulation de secteurs économiques, industriels et de services, porteurs des emplois de demain.

## Des fruits de la croissance justement répartis

---

Depuis 2002, les salaires stagnent, quand ils ne reculent pas notamment pour les catégories populaires. Cette situation est d'autant plus insupportable que les prix et les factures flambent, de l'explosion du prix de l'essence et du fuel, à la dérive des loyers, en passant par la flambée des prix alimentaires et les remboursements de soins. La panne du pouvoir d'achat est devenue l'un des problèmes majeurs de beaucoup de Français, qui n'arrivent plus à boucler leur fin de mois.

Le véritable carcan de la croissance est là aujourd'hui, et pas dans les 35H qui n'ont jamais empêché personne de travailler.

Il faut rééquilibrer la répartition des fruits de la croissance au profit des salaires en commençant par le SMIC qui devra être revalorisé régulièrement et très substantiellement. Les négociations devront être encouragées, en *conditionnant le versement des exonérations de charges à la conclusion d'accords salariaux*<sup>6</sup>. Nous devons aussi élargir l'assiette des cotisations sociales patronales à l'ensemble des revenus en créant une *CSG-patronale*. Elles sont aujourd'hui assises sur la seule masse salariale, ce qui défavorise les hausses de salaires comme les embauches. Les mesures que nous proposons *en matière de protection sociale* (allocation familiale au premier enfant, création d'une garantie de ressources cumulable avec les salaires à temps partiel...) sont des mesures de soutien aux revenus des salariés les plus modestes, tandis que celles en faveur de la *formation professionnelle ou de l'emploi* contribueront également, à plus long terme, à tirer structurellement les salaires vers le haut.

Il faut également agir sur les prix. En particulier, le *chèque transport*, permettant le remboursement de 50% des frais de transport en commun, doit être généralisé ; une *TVA à taux réduit doit être appliquée sur les produits de première nécessité* ; la *prime pour l'emploi augmentée* ; une *TIPP flottante* rétablie y compris sous une formule différente, car si la hausse du prix du pétrole est inéluctable, la brutalité actuelle est insupportable pour beaucoup de familles. Les mesures très fortes que nous proposons *en matière de logement* sont également essentielles pour améliorer le pouvoir d'achat.

Ces mesures doivent être financées par une remise en cause des mesures les plus injustes de la loi TEPA (exonération de droits de succession, bouclier fiscal), la suppression de certaines niches fiscales. Les stock-options et les parachutes dorés devront supporter les mêmes charges que les salaires.

## Des politiques macroéconomiques actives

---

Favoriser la croissance, c'est ensuite agir pour ne pas subir les cycles économiques.

L'Europe est la seule grande puissance économique mondiale qui ne fait pas usage de sa monnaie pour amortir les chocs économiques. On peut s'interroger légitimement sur la pertinence de l'indépendance de la banque centrale dans ce contexte. En revanche, il est illusoire de penser qu'un accord pourra se dégager sur cette question. Mais quelle que soit l'issue de cette question, il nous faut porter l'exigence selon laquelle, sans renoncer à la maîtrise de l'inflation, *l'euro doit aussi être mis au service de la croissance et l'emploi*. On ne peut pas avancer avec le pied sur le frein en permanence.

Nous sommes également favorables à la création *d'un fonds européen commun d'action conjoncturelle* pour soutenir les Etats membres les plus touchés par un choc économique externe spécifique.

---

<sup>6</sup> Et pas seulement, comme vient de le proposer Nicolas SAKOZY, une réduction de 10% pour les entreprises qui n'engagent pas une négociation salariale alors que celle-ci est obligatoire.

Au plan national, il est également impératif d'agir, notamment en soutenant davantage en période de ralentissement la consommation par des mesures en faveur des bas revenus<sup>7</sup> ou en rallongeant les durées d'indemnisation du chômage en période de récession alors qu'on fait aujourd'hui le contraire (« stabilisateurs automatiques »).

## Retrouver des entreprises qui investissent, embauchent et valorisent le travail

---

Aujourd'hui, il existe dans les entreprises, notamment les plus grandes, une véritable tyrannie du court terme et de la finance. L'exigence par les actionnaires de rentabilités déraisonnables transforme la gestion des entreprises en un véritable monopoly qui se résume à des opérations de fusions-acquisitions-délocalisations. Les projets n'y ont plus leur place.

Il faut remettre l'investissement et les hommes au cœur de l'entreprise.

Il faut en premier lieu s'attaquer à la précarité des emplois, qui n'est bonne ni pour ceux qui la subissent, ni pour les entreprises. Le CDI doit redevenir la règle : nous proposons d'instaurer, comme cela existe dans le domaine du handicap, un *prélèvement pour les entreprises dont la proportion d'emplois précaires dépasse un certain seuil*, seuil qui pourrait être adapté par branche professionnelle, par la négociation, en fonction des nécessités. Les entreprises qui s'engageraient dans un plan de résorption de l'emploi précaire en seraient exonérées. Le prélèvement servirait à les y aider, et à mieux indemniser les salariés victimes de la précarité.

Il faut aussi améliorer les conditions de travail et en particulier s'attaquer à *la question du stress au travail*, qui progresse, tout comme à la prévention des *maladies professionnelles*. Les moyens de l'inspection du travail devront être renforcés, l'indépendance de la médecine professionnelle garantie. Enfin, avec les exonérations de charges sur les heures supplémentaires, nous sommes devenus le seul pays au monde où *les embauches sont devenues plus chères que les heures supplémentaires* : il faudra remettre les choses dans l'ordre. Travailler plus nombreux avant de travailler chacun davantage, c'est une question de bon sens mais aussi de justice sociale.

La deuxième priorité est d'encourager les entreprises à investir : des dispositions fiscales sont aussi à réformer, en particulier le régime des plus-values pour *différencier l'épargne investie à moyen terme, des mouvements de capitaux spéculatifs à court terme*, un peu sur le modèle des plus-values immobilières pour lesquelles les taux sont différents selon la destination du bien. Nous proposons de moduler *l'impôt sur les sociétés en fonction de l'importance des bénéfices réinvestis*.

Il faut aussi s'interroger sur la **gouvernance d'entreprise** : nous sommes favorables à *aller vers la parité dans les conseils d'administration des grandes entreprises* ce qui aurait pour avantage aussi d'apporter un renouvellement. Des représentants élus des salariés doivent également pouvoir siéger dans les organes de gouvernance des entreprises (conseil d'administration ou conseil de surveillance)<sup>8</sup>. Ce serait une évolution très importante. Il faut également faire évoluer les normes comptables des entreprises pour que les plans de licenciement n'apparaissent plus, dans les évaluations financières, comme un gain (baisse de la masse salariale) mais comme une perte de compétences. Pour que l'entrepreneuriat reprenne le pas sur la finance, il faut également freiner la folle course des mouvements de capitaux, illustrée jusqu'à la caricature par l'affaire de la Société Générale. Il est enfin tout à fait essentiel que nous nous battions au plan international pour la mise en place d'*une taxe TOBIN* sur les mouvements de capitaux.

Nous pensons aussi qu'il faut envisager sérieusement l'idée *d'interdire la détention de stock-options pour les principaux dirigeants exécutifs d'entreprises*<sup>9</sup>, car ils contribuent à ce que ceux-ci ne se conduisent plus comme des responsables de l'appareil de production, mais comme des actionnaires,

---

7 Efficaces parce que consommés intégralement contrairement au paquet fiscal de Nicolas SARKOZY ciblé sur les hauts revenus

8 Une telle disposition existe dans la plupart des entreprises ex-nationalisées, et a montré sa faisabilité et son utilité.

9 Ou de l'interdiction de les exercer tant qu'ils sont encore en fonction et pendant plusieurs mois après.

sans parler des risques de dérive comme celles de l'affaire EADS. Il en va de même pour les *parachutes dorés*, qui doivent être encadrés et bien sûr, comme les stocks options, et soumis aux mêmes cotisations que les éléments de salaires. Cela n'empêche pas de redistribuer les bénéfices pour la partie plus incertaine, via l'intéressement et la participation sans que cela ne se substitue aux salaires. Il faut aussi *dynamiser le dialogue social* dans l'entreprise, en n'oubliant pas les PME et les TPE.

Il faut aussi d'avantage reconnaître le secteur de l'économie sociale et solidaire, fondé sur une production par des entreprises non patrimoniales qui ménagent une place originale pour les salariés (SCOP, SCIC, SAPO, associations...), notamment par des règles fiscales et sociales qui tiennent compte à la fois de leur statut et de leur activité.

## Prendre un temps d'avance pour les emplois de demain

---

Nous pensons qu'il y a place aussi pour une **nouvelle politique industrielle**. Nous devons inventer les Airbus et les TGV de demain. Cette politique industrielle doit être menée dans le cadre d'une contractualisation entre l'Etat, les Régions, les Entreprises et les partenaires syndicaux. Les pôles de compétitivité doivent être confortés, leurs moyens renforcés, en faisant davantage confiance aux régions et communautés urbaines. Les PME doivent y avoir toute leur place, alors qu'elles continuent à peiner à trouver des *financements pour leurs projets*.

Dans le même ordre d'idées, avec l'entrée dans l'ère du pétrole cher, qui change radicalement la donne économique, il faut *nous préparer au retour d'industries sur notre territoire*. L'exemple d'Oxylane<sup>10</sup> qui vient de rapatrier une partie de sa production de vélos à Lille est emblématique : la suppression des stocks, la capacité de coller aux attentes de la clientèle, la rapidité d'intégration des innovations compensent déjà dans certains domaines les écarts de salaires avec les pays en développement. Il s'agit de commencer par le haut des filières (les biens les plus sophistiqués), puis de remonter celles-ci le plus loin possible.

Nous devons aussi, au niveau européen, avoir une *gestion plus offensive des barrières douanières*, et notamment, contrairement à ce qui s'est passé pour le textile au cours des dernières années, fixer des exigences en terme de normes sociales et prévoir des transitions longues, des moyens permettant à nos entreprises de s'adapter, et des étapes pour vérifier que ces adaptations se sont faites. Nous devons aussi continuer d'être porteurs de l'exigence d'une *harmonisation fiscale* au sein de l'Europe pour éviter le dumping fiscal. Il y a aussi des **gisements d'emplois dans d'autres domaines** comme par exemple l'environnement (éco-construction, recyclage des produits, production d'énergie renouvelable...) dans lesquels nous devons davantage investir.

Les moyens d'une croissance forte tiennent également dans la satisfaction des aspirations à la *qualité de la vie* entendue au sens large. Les évolutions dans nos styles de vie, la transformation des structures familiales, l'importance de la participation des femmes dans la vie professionnelle, le vieillissement de la population, etc., tout cela crée de nouveaux besoins. Ils ne sont aujourd'hui que très partiellement satisfaits par le marché. Il y a là un fort potentiel de croissance et une opportunité pour un "*tiers secteur*" qui puisse mobiliser des ressources privées et des fonds publics. Cela passera entre autres par un renouveau urbain, une politique active du logement, la modernisation de notre système de santé, la sauvegarde de l'environnement, le développement équilibré des territoires etc. L'Etat et le marché devront chacun contribuer pour leur part à cette recherche d'une croissance durable. Là encore, *des fonds régionaux publics-privés pourraient être institués pour aider au décollage* de secteurs qui trouveront ensuite leur place dans l'économie.

## Et investir dans les emplois d'après demain

---

A long terme, la compétitivité d'une nation tient avant tout au niveau de formation générale de la population, aux infrastructures, à la recherche.

Nous devons en premier lieu engager un effort majeur en matière de **formation** tout au long de la vie. Nos propositions en la matière (*crédit-étude, comptes-formation...*) sont essentielles. L'enjeu n'est d'ailleurs pas seulement économique –l'économie de la connaissance nécessite un haut niveau de formation-, il est aussi social : en tirant vers le haut les qualifications, on entraîne à la hausse les rémunérations. C'est aussi une des clés pour faire reculer le chômage dans les années à venir : il va falloir procéder aux remplacements des départs en retraite de la génération du baby-boom. Or, la plupart des emplois à pouvoir sont des emplois dont les qualifications ne correspondent pas à celles des demandeurs d'emploi.

Si nos **infrastructures** sont parmi les plus performantes au monde, nous avons des efforts à faire dans certains domaines comme les *infrastructures ferroviaires* et le rééquilibrage modal.

Notre pays doit investir davantage dans la **recherche et l'innovation**. *L'objectif européen d'y consacrer 3% du PIB* est toujours d'actualité et loin d'être atteint. Outre les moyens qui doivent nécessairement être augmentés pour permettre de maîtriser l'avenir de la France et relever le défi de la compétitivité internationale, il faut réaffirmer certains principes fondamentaux : le respect de l'autonomie du champ scientifique par rapport au politique ; le rôle de la recherche fondamentale pour avancer sur les grands enjeux stratégiques et sociétaux ; le renforcement indispensable des financements de base pluriannuels alloués aux laboratoires de recherche, par rapport aux financements sur projets à court terme plus finalisés (Agence Nationale de la Recherche). Nous croyons aussi beaucoup à la fécondité des liens entre la recherche publique et l'entreprise. Un enjeu important est l'accès des PME-PMI à la recherche. En matière de recherche comme d'infrastructures, l'Europe doit prendre toute sa place.

## Mesurer autrement la croissance pour mieux l'orienter

---

L'ancien modèle de croissance, qui est sorti de l'économie industrielle, n'a pas tenu compte des risques et des coûts pour les hommes et l'environnement. Ceux-ci doivent être intégrés dans le calcul économique. *L'air, l'eau, la santé ont un prix*. Il en va de même du temps libre. Comme le défend également J. Stiglitz, prix Nobel d'économie missionné par le président de la République, il est plus que temps d'adopter une nouvelle vision du progrès et de nouvelles méthodes pour mesurer le bien-être humain.

## II-3 Réinventer la ville

---

Comment se projeter dans l'avenir quand on n'ose plus dire où l'on habite de peur de se voir refuser une embauche ? Comment se construire des racines quand on habite en banlieue dans des immeubles posés sur des terrains vagues ? Comment ne pas se sentir abandonné par la République quand les services publics désertent un à un votre quartier ? Comment ne pas se sentir exclu quand de véritables *check-points* sont établis par les forces de police aux portes de votre quartier ? Comment réussir sa vie amoureuse quand on est condamné à vivre chez ses parents, dans un logement surpeuplé, jusqu'à parfois 25 – 30 ans, faute de travail et d'accès à un logement ? Aujourd'hui, la fracture sociale se double d'une terrible fracture territoriale.

## **Le « ghetto » français**

---

Les villes existantes, en essayant de résoudre la question de la crise du logement dans les années 1950 et 1960 - question qui reste d'une brûlante acuité - ont apporté un réel progrès à l'époque pour le confort et l'hygiène, mais en même temps, ces villes ont engendré une double ségrégation sociale (ghettos de riches ou de pauvres, coupures générationnelles ou communautaires) et fonctionnelle (les quartiers où l'on dort, ceux où l'on travaille, ceux où l'on se divertit...).

Des processus plus récents affectent par ailleurs les villes. Les centres-villes des grandes agglomérations, où les valeurs immobilières explosent, tendent à basculer en villes *musées* : ils ne sont plus accessibles à la plupart des habitants et aux commerces de proximité. En périphérie, les espaces se segmentent entre des quartiers sécurisés réservés aux plus aisés, des banlieues ghettos qui concentrent la pauvreté, des lotissements résidentiels et des centres commerciaux sans âme. Dans certaines villes, on voit apparaître des ensembles résidentiels entiers réservés aux seniors. On assiste également à l'investissement de certains lieux par des classes sociales aisées qui cèdent à la tentation de vivre en communautés repliés derrière des grilles et des caméras. Cette tendance, qui est devenue réalité dans de nombreuses grandes villes du monde, dont les villes américaines, tend à gagner du terrain chez nous.

Aujourd'hui, la ségrégation est plus forte que jamais et est devenu un puissant facteur d'enracinement des inégalités : le lieu où l'on vit détermine non seulement la façon dont on vit, mais aussi la réussite scolaire, le travail, la santé et même l'espérance de vie... Les violences de 2005 sont aussi une révolte contre ce « ghetto français ».

Cette dérive est la négation même du « concept » de la ville. Au lieu de tisser des liens, elle fabrique de l'exclusion, elle alimente la relégation et accélère les fractures entre les territoires et les hommes. N'oublions pas que notre civilisation est née de la ville. C'est la ville, et sa liaison avec les territoires qui l'alimentent, qui a donné naissance aux échanges entre les hommes, à la démocratie, à la culture et à la vie intellectuelle, au commerce et à l'artisanat, à l'industrie et au développement économique. Et sa richesse naît de sa diversité.

Il nous appartient, dans cette Europe d'aujourd'hui, de réinventer la ville, lieu de développement de l'homme du XXI<sup>e</sup> siècle, creuset de la citoyenneté, de la démocratie et de la culture. La politique de la ville a été utile, mais insuffisante face à la puissance des mécanismes à l'œuvre. Elle a longtemps été une politique de réparation. Il est illusoire de prétendre « guérir » les quartiers qui vont mal sans repenser toute la ville, sans façonner une nouvelle « urbanité ». Devant la complexité des systèmes urbains d'aujourd'hui, un changement d'échelle est aujourd'hui exigé. La cohésion sociale et territoriale de la France, et donc la République, en dépendent. C'est un enjeu majeur : 80% des habitants des pays développés vivent en ville.

Contre la ségrégation qui attise le sentiment d'insécurité dans nos villes, « la peur de l'autre », il nous faut réinventer un nouvel « art de ville », un art de vivre ensemble dans nos villes. Il nous faut proposer une vision du développement de la cité et la stratégie pour y parvenir. Un tel objectif touche à une corde éminemment sensible : le rapport entre l'homme et l'espace où il évolue, la ville actuelle.

## **Reconstruire la ville dans ses fonctions.**

---

Tout d'abord il faut mettre fin à la séparation entre les espaces où l'on dort et ceux où l'on travaille, où l'on commerce et où l'on se cultive, en réunissant ces fonctions dans toutes les opérations d'aménagement, en reliant les espaces et les hommes dans une vision globale, déclinée à chaque échelle, du quartier à l'agglomération. Nous devons repenser l'habitat (vivre), l'économie (travailler) et les transports (se déplacer) dans une démarche de projet urbain qui réunit ces fonctions plutôt que de les

séparer. C'est un grand chantier pour nos villes dans les années à venir. Il va de pair avec la nécessité d'organiser le développement urbain de façon économe : économie d'espace, en évitant l'étalement urbain ; économie de ressources en optimisant et en rentabilisant mieux les réseaux qui maillent nos villes (assainissement, énergie, eau, voiries, transports en commun...).

Il est illusoire de vouloir aujourd'hui réduire la ville à un territoire clairement délimité géographiquement. La ville contemporaine est en effet un système, composé de nouveaux territoires physiques (l'aire métropolitaine, l'agglomération, la ville, le quartier) ou virtuels (la ville numérique). Mais ceci doit aller de pair avec la création d'unités de vie et d'échange, permettant à chaque citoyen d'affirmer ses repères, d'y prendre appui pour s'ouvrir sur le monde. C'est un défi majeur à relever alors que l'éclatement des entreprises ou de la famille a fait éclater les anciennes solidarités. Imaginer ces nouvelles unités de vie, c'est permettre l'appropriation de la cité et, au-delà, la construction de la citoyenneté.

## **Faire de la qualité la marque de fabrique de nos villes.**

---

Réinventer la ville, c'est ensuite faire de la qualité la marque de fabrique de nos villes, pour offrir aux habitants des repères dans lesquelles ils peuvent se reconnaître, mais aussi une réelle qualité de vie : qualité résidentielle de l'habitat, qualité des espaces publics, qualité des services urbains, etc. Ce sont d'abord la qualité et la beauté des espaces publics qu'il faut améliorer. C'est la qualité architecturale dans la production urbaine (logements, bureaux, commerces, équipements...), en réhabilitation comme dans le neuf. Mais c'est aussi l'art dans la ville qu'il faut réintroduire, l'architecture en étant l'une des composantes. C'est la qualité du rapport de la ville à la nature, aux paysages et à l'eau. C'est la qualité environnementale avec des parcs, des jardins et des espaces verts. C'est enfin la qualité des équipements publics et des services urbains, comme les transports collectifs. Avoir comme exigence la qualité est au cœur d'un véritable projet culturel pour la ville. L'appel à des hommes de l'art, à des concepteurs, architectes, urbanistes, paysagistes, designers, artistes doit nous aider à créer un nouvel imaginaire urbain, à envoyer des signes vers l'extérieur, à permettre aux citoyens de se reconnaître dans leur cadre de vie : la ville.

## **Retrouver la mixité sociale**

---

Troisième objectif, rebâtir la mixité sociale, depuis l'échelle de la proximité, de l'immeuble, de l'îlot, jusqu'à celle des aires urbaines. C'est en reconstruisant la ville dans ses fonctions, que nous pouvons construire le vivre ensemble, et donner à la ville sa vraie mixité sociale. Renouer avec la mixité sociale, c'est aussi savoir construire la mixité générationnelle, la mixité culturelle, la mixité des pratiques urbaines, la mixité des fonctions dans la ville. Nous l'avons vu avec nos propositions dans le domaine de l'habitat, nous voulons permettre à chacun de se loger dans la ville et dans chaque quartier de la ville, quelle que soit sa catégorie sociale. Mais nous entendons au-delà favoriser la vie collective, pour refaire de la ville un creuset de la citoyenneté et de la lutte contre l'exclusion.

## **Répondre à l'enjeu écologique**

---

Bâtir un nouvel art de ville, c'est bâtir la ville durable. Plusieurs objectifs forts doivent être affirmés : faire des villes plus compactes pour préserver les espaces agricoles et de nature ; réduire les déplacements automobiles au profit des modes de circulation doux et des transports en commun pour améliorer la qualité de l'air ; imaginer une éco-conception des quartiers et de l'habitat valorisant les énergies renouvelables pour réduire la facture des ménages ; mieux gérer la récupération des eaux de pluie pour garantir et sauvegarder la ressource en eau ; réduire les déchets et innover dans leur valorisation par le recyclage pour préserver les ressources naturelles de la planète, etc.

Nous n'oublions pas dans la réflexion nos concitoyens qui vivent dans les zones rurales. Ne pas agir pour la ville, c'est en effet prendre le risque que les espaces agricoles se réduisent, qu'ils soient grignotés par des lotissements faisant disparaître la campagne. Dans les zones rurales, c'est à travers le développement des services publics et des commerces et services de proximité qu'il nous faut également agir. Il faut également soutenir les agriculteurs qui jouent un rôle essentiel dans la préservation des zones rurales, et produire des logements adaptés dans les villages, pour les catégories les plus modestes.

## La ville pour tous

---

Organiser la ville, la réguler lorsqu'elle dérive, la reconstruire dans ses fonctions, c'est redonner toute sa place à l'aménagement du territoire. La puissance publique s'incarne dans ses services publics. Redéfinissons le champ de leurs interventions, mettons un terme aux zones sous et sur administrées. L'analyse des inégalités territoriales doit s'accompagner d'un plan d'actions qui ne saurait se limiter à la seule péréquation. Posons le principe qu'au terme d'un plan à 10 ans la richesse des différentes collectivités locales ne s'écarte pas au-delà de plus ou moins 5% de la richesse moyenne constatée pour l'ensemble. Cela suppose, en particulier, que la part de la Dotation de Solidarité Urbaine s'accroisse significativement au sein de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : un objectif serait que 25% de la masse de la DGF donne lieu à péréquation (contre moins de 10% aujourd'hui). Parallèlement, les critères d'attribution devraient être revus pour aider prioritairement et substantiellement les villes et les quartiers en grande difficulté.

Sans appauvrir les collectivités, convenons que toute croissance des bases fiscales des plus riches soit affectée à la solidarité. Mais l'Etat ne peut pas être seul à porter la réduction de la fracture territoriale. Des contrats d'objectifs doivent lier les différentes collectivités pour qu'elles participent de cette volonté correctrice, et les soutiens de l'Etat ne peuvent aller qu'à des volontés partagées.

A l'inverse des contrats de plan Etat/Région, et de leur pâle copie des actuels contrats de projet, qui ont souvent eu pour conséquence d'enrichir davantage les régions déjà riches par le cofinancement, le contrat d'objectifs visera non les compétences territoriales déployées mais l'objectif même de réduction de la fracture territoriale et les méthodes pour y parvenir.

## II-4 Moderniser l'Etat

---

Le volontarisme transformateur que nous incarnons a besoin d'un Etat fort et efficace pour s'accomplir. C'est la raison pour laquelle nous devons être porteurs de la modernisation de l'Etat. Moderniser l'Etat, c'est d'abord clarifier les missions, et ensuite seulement en adapter les moyens.

Le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, tout comme la révision générale des politiques publiques (RGPP) voulue par Nicolas SARKOZY ne sont que des faux-nez d'une politique qui vise tout simplement à replier l'Etat sur ses strictes missions régaliennes (sécurité des biens et des personnes, justice et sécurité extérieure). De surcroît, la « RGPP » est mise en œuvre avec un inacceptable mépris pour les fonctionnaires. Nous affirmons, au contraire, qu'il n'est pas possible de moderniser l'Etat sans associer très étroitement les fonctionnaires qui le servent et le connaissent, sans leur donner la fierté de leurs missions et une autonomie pour les remplir.

Pour nous au contraire, la question n'est pas moins d'Etat mais mieux d'Etat.

Nous voulons un *Etat protecteur* qui continue d'intervenir grâce aux services publics pour donner accès à tous aux droits fondamentaux (éducation, santé, logement, travail...), corrige les inégalités, assure une juste répartition des fruits de la croissance, œuvre pour l'amélioration des conditions de travail.

Nous voulons un *Etat prévoyant*, attaché à préserver l'intérêt des générations futures (retraites, environnement, formation...).

Nous voulons un *Etat entreprenant*, qui agit pour définir un environnement favorable de développement économique (infrastructures, recherche, politique industrielle...).

Contrairement aux idées reçues, on demande de plus en plus à l'Etat et sur des sujets qui relèvent aussi bien de l'intime (les rapports homme-femme, les relations parents-enfants et le droit de la famille, la fin de vie, la génétique...) que du général (la protection des données privées – Myspace, Facebook...). L'Etat a donc de nouveaux domaines à investir, pour y apporter des réponses. Cela lui confère des responsabilités considérables. Faire des choix en matière de génome humain a des implications bien plus fondamentales pour la vie de chacun que planifier la production automobile ou répartir presque mécaniquement les fruits de la croissance.

Dans un monde qui change, *l'Etat doit aider notre société à redéfinir ses « préférences collectives »*. Quelles priorités et quel niveau de dépenses pour la santé ? Quelle planète pour les générations futures ? Quels comportements à changer ? Quels investissements dans la recherche et les infrastructures ? Quelles régulations publiques pour les nouvelles technologies ? Pour répondre à ces questions, l'Etat doit se projeter de plus en plus au-delà des frontières nationales pour penser la sécurité et l'avenir de la société. Plus il est informé de ce qui se dit et fait dans le monde, plus il est en mesure d'anticiper les choix qu'il sera amené à faire. Pour la France, ce cadre, c'est d'abord l'Europe, mais l'Europe comme médiation de la mondialisation. Nous sommes entrés non pas dans l'ère de « l'Etat mondial », mais dans celle de « l'Etat mondialisé », c'est-à-dire d'un Etat capable de sortir du cadre national non pour le délaisser mais bien au contraire pour le renforcer. L'Etat doit encore plus sortir de chez lui, pour pouvoir ensuite mieux se sentir à la maison !

Sur tous ces sujets, l'Etat doit agir différemment : croiser avec d'autres son savoir, son information, confronter son expertise avec des acteurs de la société civile et avec d'autres acteurs politiques mondiaux, organiser un débat citoyen éclairé par la parole des experts puis dans la prise de décision. Nous voulons un *Etat exemplaire*, capable de faire évoluer ses pratiques, et des services publics gérés au mieux en terme de moyens et de finances. L'impôt reste pour nous un outil essentiel de protection et de redistribution. Il est d'autant mieux accepté par les contribuables qu'ils ont l'assurance qu'il sert à des dépenses utiles et contrôlées.

La complexité des problèmes à traiter, l'éclatement des situations et des demandes, la nécessité de défendre l'intérêt général pour aujourd'hui et pour demain, associés à un devoir de civisme et de responsabilité pour tous appellent évidemment l'Etat à revoir ses méthodes, pour mieux coller aux aspirations des Français et aussi pour être plus performant dans ses réponses.

\*\*\*

## III- Un nouvel internationalisme

---

Crise énergétique, crise financière, crise alimentaire, crise sociale.

Toutes ces crises ont des causes communes : l'absence de règles, l'égoïsme du plus fort, et l'oubli de la justice.

L'idéal socialiste est aussi internationaliste et nos valeurs sont universelles. La paix et la solidarité entre les peuples ont toujours été notre préoccupation. Il est grand temps de les remettre au cœur de nos combats, à l'heure où la sécurité internationale reste menacée et où la mondialisation avance dans le plus grand désordre économique et social.

### III 1- Retrouver l'Europe

---

L'Europe telle qu'elle a été conçue au départ par ses pères fondateurs est non seulement en panne, mais oublie même aujourd'hui sa mission.

> Et pourtant, un peu plus de 50 ans après le Traité de Rome, rappelons-nous ce qu'elle a apporté : la coopération entre des nations souveraines décidées à agir par des institutions communes, la paix et le respect mutuel entre les peuples, la création d'une communauté de droit auquel chaque pays se soumet, la coopération croissante sur les terrains de la politique économique et sociale comme de la politique des relations extérieures.

La paix : de bénéficier en Europe d'un climat de paix et de compréhension mutuelle entre les peuples ne va pas de soi, et bien peu de gens l'avaient imaginé possible dans les années d'après-guerre. Bien entendu, le monde est, comme toujours, chargé de risques et de dangers. Dans nos pays mêmes, de nouvelles sources d'incompréhension et de tension sont apparues. Mais la substance est là. Nos grands parents vivaient dans l'angoisse de la prochaine guerre, dans la crainte et dans la rancune. Des millions sont morts sur les champs de bataille de nos guerres civiles européennes. Quel changement radical !

La paix, mais aussi la capacité de répondre aux défis de l'histoire.

L'Europe a été au rendez-vous de la sortie de la dictature en Grèce, en Espagne et au Portugal. Aussitôt, la Communauté européenne leur a ouvert les bras. Il y avait pourtant des opinions contre, mais nous avons lutté et plaidé pour accueillir, avec bonheur, ces nouvelles démocraties. Le résultat, en termes strictement économiques, fut gagnant-gagnant, gagnant pour les neuf pays de la Communauté d'alors qui ont développé leur commerce extérieur et leurs investissements dans ces pays, et gagnant pour les trois pays adhérents qui ont pu, grâce aux politiques structurelles financées par la Communauté, se développer de manière spectaculaire.

L'Europe a été aussi au rendez-vous après la chute du mur de Berlin, événement exceptionnel, qui s'est passé sans conflit. C'est l'occasion de saluer tous les hommes d'Etat qui à l'époque ont fait en sorte que nous sortions de ce monde de la guerre froide sans graves tensions, ni pertes humaines.

Notre devoir historique était d'ouvrir nos bras à ces pays –européens comme nous- qui venaient de sortir de la nuit de la dictature et du totalitarisme. Et pourtant, quel déficit d'explication à nos peuples, quelle tiédeur dans de nombreuses attitudes, en tout cas quel manque d'enthousiasme !

Sur le plan économique et social, aussi. La croissance a été à l'évidence stimulée par la liberté de circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, et rappelons-nous une des avancées majeures de l'Europe : la cohésion économique et sociale incluse dans le traité de l'Acte Unique adopté en 1985, mis en œuvre en 1987- autrement dit, la solidarité envers les régions moins développées et les régions affrontant une crise de mutation économique. Les dépenses correspondantes représentent désormais 40 % du budget communautaire. Elles ont été multipliées par huit en vingt ans. Cette politique est menacée par ceux qui voudraient, comme toujours, réduire la dépense et qui souhaiteraient la concentrer sur les seules régions les plus pauvres. N'acceptons pas de nous éloigner de l'esprit de cette politique que Jacques Delors avait caractérisé de la manière suivante : « la compétitivité qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit ».

L'Europe, c'est aussi la défense des droits de l'homme avec la Cour Européenne de Justice, un rapprochement des peuples avec un million d'étudiants Erasmus.

> Mais aujourd'hui, nous ne nous reconnaissons pas dans une Europe qui accompagne le libéralisme au lieu de le réguler, qui ne protège plus contre les dérives de la mondialisation et les excès du marché, qui laisse gérer l'euro sur de seuls objectifs financiers et non au service de la croissance et de l'emploi.

Le projet de directive Bolkenstein qui remettait en cause les droits des salariés, les projets récents sur la durée maximale du travail qui autorise jusqu'à 60H par semaine, ou sur la réglementation des étrangers quant aux délais de rétention sont des signes lourds et angoissants : c'est cette Europe d'aujourd'hui qui inquiète à juste titre nos concitoyens, une Europe qui ne protège plus, et qui n'avance plus, ce à quoi s'ajoute un immense déficit démocratique. C'est à l'évidence une des leçons à tirer du non du peuple Irlandais au Traité de Lisbonne.

Mais nous savons aussi qu'une Europe qui stagne et qui régresse, satisfait les tenants du libéralisme économique et financier car elle exacerbe la concurrence entre les nations et la dérégulation fiscale et sociale.

**Notre devoir à nous socialistes européens est de reprendre le combat européen** : nous savons pertinemment qu'aucun pays aussi puissant soit-il ne peut se battre seul dans la concurrence mondiale. Nous savons que **sans une Europe puissante et intégrée**, nous perdrons la bataille économique et donc celle de l'emploi et des richesses, contre les grands pays d'Amérique du Nord ou les nouveaux émergents.

Nous savons surtout que seule une force européenne puissante peut nous permettre de maintenir la question sociale au cœur de nos sociétés. La crise de notre pays et celle de l'Europe se rejoignent en la matière. Il nous faut repenser les règles qui protègent et la justice qui permet le progrès social.

Pour mener à bien notre projet, le retour de l'Europe est une urgence. L'Europe doit redevenir une solution à nos problèmes et non un problème de plus. Nous voulons une Europe sociale, une Europe durable, une Europe qui défend nos valeurs dans le monde.

## **Une Europe sociale**

---

Retrouver l'objectif d'une Europe puissante et riche pour l'ensemble de ses citoyens.

Aujourd'hui, la part des salaires dans le partage des richesses diminue au profit du capital, la protection sociale est rognée y compris par des directives qui pèsent sur les politiques nationales. Il nous faut au contraire des textes qui renforcent les politiques sociales nationales.

Les socialistes doivent continuer à se battre pour que dans chaque pays européen, soit créé un salaire minimum, pour mettre en place un droit à la formation tout au long de la vie, pour réduire le travail précaire et continuer à améliorer les conditions de travail, pour renforcer les droits des comités

d'entreprise, pour protéger les plus fragiles.

Nous réaffirmons aussi notre objectif de faire de la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté, le cœur de la politique sociale européenne, alors que cet objectif n'apparaît plus dans les textes européens.

Nous savons que la nation reste maître, de nombreuses politiques sociales : l'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, la sécurité sociale.... Encore faut-il que l'Europe consolide et ne fragilise pas les outils essentiels de ces politiques que sont les services publics.

**Les services publics** doivent être reconnus dans une directive cadre, pour garantir les objectifs d'intérêt général qu'ils portent et leur pérennité. Ceci doit s'accompagner d'un arrêt de l'introduction du droit de la concurrence dans la sphère publique. Pour nous pas plus en Europe qu'en France les biens collectifs ne sauraient être régis par le seul marché.

L'Europe doit bien évidemment maîtriser son avenir : une politique d'éducation et de recherche plus affirmée, une avancée dans l'harmonisation fiscale, et une monnaie au service de la croissance et de l'emploi.

Autant de combats à mener, majeurs pour les citoyens européens, qui méritent un nouvel enthousiasme.

## **Une Europe durable**

---

L'Europe doit être en pointe sur le développement durable. L'Europe dans la lutte contre le changement climatique doit nous aider à réorienter nos choix dans les domaines du transport, du logement et de l'agriculture.

Ainsi par exemple une taxe carbone pourrait être instaurée qui pourrait permettre de financer des équipements de transports en commun.

Ne pourrait-on aller plus loin et lancer l'idée d'une communauté Européenne de l'énergie à l'image de cette formidable innovation politique que fut la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ?

## **Une Europe écoutée et entendue dans le monde**

---

L'Europe, si elle veut être entendue dans le monde, ne doit pas être une Europe fortement repliée sur elle-même. Elle doit porter une politique d'immigration axée sur la solidarité, en préparant l'avenir économique de nos nations face au vieillissement de la population et à la réduction de la natalité dans la plupart des pays européens.

Comment ne pas s'inquiéter du refus des régularisations pour les Etats membres telles qu'elles sont discutées aujourd'hui et soutenues par Nicolas Sarkozy.

Cette question de l'immigration est évidemment liée à la politique que nous voulons impulser vers le Sud et que rend si nécessaire la crise alimentaire.

Il nous faut peser dans les instances internationales, pour défendre notre volonté d'un nouveau modèle de développement, et aussi faire entendre une voix forte contre l'unilatéralisme américain et son discours du choc des civilisations, au profit d'un monde multipolaire, développer une sécurité européenne porteuse de paix dans le monde et aussi être sur tous les terrains où les droits et libertés des hommes et des femmes sont bafoués.

## Reprendre le flambeau

---

Nous sommes loin de ce combat qui est le nôtre collectivement pour une Europe politique et sociale, une Europe puissante qui impose sa marque humaniste pour créer un autre monde.

Et pourtant cet enjeu est primordial. Nous ne pouvons rester dans un attentisme cynique ou une critique acerbe. Il nous faut agir.

Notre volonté politique pour l'Europe ne doit pas faillir. Sachons poursuivre cette aventure humaine, à laquelle les socialistes ont toujours contribué. Helmut Schmidt, François Mitterrand, Felipe Gonzalez, Mario Soares, Jacques Delors, autant de noms qui résonnent dans la mémoire des Européens. Le moment est venu que **se lève une nouvelle génération d'hommes et de femmes de gauche qui fassent avancer à leur tour l'idéal européen.**

Et si les grands pas en avant semblent difficiles dans le contexte politique actuel, en France comme dans les autres pays, reprenons le combat à l'intérieur de l'Europe et acceptons des pas décisifs, même modestes, qui vont dans le bon sens plutôt que la seule critique à l'extérieur qui conduit aujourd'hui à la régression. Toutes les bonnes volontés sont à prendre et si quelques Etats-membres veulent aller plus loin que les autres, n'hésitons pas à les encourager ! Rien ne serait pire que l'immobilisme total. Car si le droit n'avance pas, c'est toujours le marché qui gagne ! C'est dans la pratique bien plus que dans la théorie que l'Europe convaincra.

Les batailles pour se donner les moyens de faire sont devant nous.

Nous devons les mener.

Sans rejeter l'élargissement, nous avons toujours prôné un approfondissement de l'Europe avec des pays qui le souhaitent. L'approfondissement s'est réalisé grâce à l'initiative d'un groupe de pays et parce que les autres ont admis de rester, durablement ou provisoirement, en dehors. L'Europe n'a avancé que dans la différenciation. Ce que les traités ont consacré par la formule dite des coopérations renforcées, mais sans fournir les facilités institutionnelles qui permettraient de les mettre en œuvre. Il n'y a pas d'avenir pour le progrès continu de l'Europe en dehors de cette voie. Reprenons le chemin de l'approfondissement. Prenons des initiatives.

Une autre bataille majeure est celle du budget européen qui représente à peine plus qu'1 % des PIB européens. Il faut le fixer de manière à perpétuer les fonds structurels, outil majeur de solidarité des régions riches vers les régions pauvres en Europe. Ce budget doit permettre de développer les grandes politiques d'avenir dans la recherche, les infrastructures. Il nous faudra même revoir la politique agricole commune pour accompagner les agriculteurs réalisant des cultures de qualité, et réformer une politique d'attribution des subventions trop inégalitaire et qui favorise trop souvent les exploitations les plus grandes et les plus fortes au détriment des autres.

Il ne peut y avoir d'affichage d'une Europe politique sans un volontarisme budgétaire.

## Une Europe plus démocratique

---

Enfin, nous devons poursuivre notre quête d'une Europe plus démocratique dans ses institutions comme dans son fonctionnement.

Appelons à un véritable grand parti socialiste européen.

Renforçons le lien avec les pays amis.

Organisons de grandes campagnes des socialistes européens sur quelques uns de nos objectifs qui touchent particulièrement les citoyens.

## III-2 Agir pour le Sud, maintenant

---

### La faim dans le monde, scandale du 21<sup>ème</sup> siècle

---

Le prix des denrées alimentaires en Haïti a augmenté de 40 % en moins d'un an, et celui du riz a doublé. Au Bangladesh, 20 000 travailleurs du textile sont descendus dans la rue pour dénoncer l'augmentation vertigineuse des prix des produits alimentaires et pour demander des salaires plus élevés. En Égypte, les manifestations des travailleurs à propos de l'augmentation des prix des produits alimentaires qui ont augmenté de 40 % en un an se sont achevées dans l'affrontement et le sang. En Côte d'Ivoire, des milliers de personnes ont marché vers la maison du président scandant « nous sommes affamés » et « la vie est trop chère, vous allez nous tuer ». Des manifestations de même nature ainsi que des grèves et des affrontements sont survenus en Bolivie, au Pérou, au Mexique, en Indonésie, aux Philippines, au Pakistan, en Ouzbékistan, en Thaïlande, au Yémen, en Éthiopie et à travers la majeure partie de l'Afrique subsaharienne.

Depuis le début de l'année 2008, des émeutes de la faim ont lieu dans de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique Latine. C'est une honte pour notre monde au 21<sup>ème</sup> siècle, et un risque considérable de déstabilisation de nombreux pays et de conflits meurtriers. Quand on parle aujourd'hui d'un nouvel internationalisme, le traitement du problème de l'alimentation en est sans doute, avec celui de la paix, l'un des éléments les plus fondamentaux.

Où sont les objectifs du millénaire affichés par la Communauté internationale aux Nations Unies en septembre 2000 ? Le nombre d'affamés devait être réduit de moitié en 2008. Il s'accroît fortement. Au-delà des aléas climatiques, c'est une organisation inéquitable des échanges dans le monde, voulue et imposée par les pays riches qui est au cœur de cette crise.

Ce sont d'abord les « oukases » des programmes d'ajustement des années 1990 de la Banque Mondiale et du FMI qui ont obligé les pays en développement à réduire les aides au secteur agricole, les ont poussés à se spécialiser dans un ou deux produits d'exportation - tels le cacao, l'arachide ou le coton- au détriment des cultures vivrières et d'auto-alimentation, leur imposant aujourd'hui d'importer des produits des pays développés, eux-mêmes subventionnés. Ce mouvement a par ailleurs conduit à l'exode rural et à la concentration des populations dans des mégapoles invivables. Il s'est poursuivi par la réduction organisée des stocks et l'utilisation grandissante et non maîtrisée des terres pour la production d'agrocarburants industriels (éthanol, diester).

Le problème qui est devant nous est immense. L'urgence de la situation a précipité 100 millions supplémentaires d'habitants du globe dans la disette et la famine. Mais le problème concerne aussi l'avenir car la demande va continuer à croître : la seule augmentation de la population, par exemple de 800 millions à 1,8 milliard d'habitants en Afrique, devrait augmenter le doublement des demandes de denrées alimentaires d'ici 2050.

Le sommet sur la sécurité alimentaire organisé par la FAO s'est terminé le 5 juin dernier à Rome par un échec, même si les principes nécessaires au développement de l'agriculture dans les pays pauvres ont été retenus. Aucun des problèmes clés n'a été traité : les subventions agricoles des pays riches, les biocarburants, ou l'accompagnement financier de ce plan agricole.

Il y a urgence à répondre aux besoins immédiats. Rappelons que l'aide au développement de l'Union Européenne s'est réduite en 2007, et que celle de la France est descendue de 0,47 % du PIB en 2006 à 0,39 % en 2007. Nicolas Sarkozy peut alors proposer de doubler la seule aide alimentaire : on est loin du compte. Quant au PAM (le programme alimentaire des Nations Unies), il lui faudrait déjà 500 millions de dollars de plus pour continuer à nourrir les 90 millions de personnes en sous alimentation

grave et permanente, qu'il aide déjà, à cause du surenchérissement des prix. Il lui faudrait 3,5 milliards de dollars supplémentaires par an pour nourrir les 100 millions d'habitants du globe qui s'ajoutent aux précédents et quand bien même, cela ne suffirait pas à enrayer la croissance exponentielle de la famine.

Mais, au-delà, il faut donc redonner à l'agriculture une place stratégique dans l'économie, avec un objectif clair : permettre aux pays en développement d'aller vers l'autosubsistance. C'est une véritable révolution verte qu'il faut ainsi conduire en Afrique, en donnant la priorité absolue à la culture vivrière, familiale, et de subsistance. Il faut aussi accroître la recherche pour trouver des produits adaptés à chaque terre, à chaque climat, et répondant aux modes de nutrition de la population. L'aide au développement devrait à la fois financer les agriculteurs pour qu'ils aient accès aux semences et aux engrais (qu'on aimerait écologiques), organiser des formations, et la diffusion des techniques agricoles appropriées, financer les infrastructures.

N'oublions pas que l'agriculture au-delà de l'urgence nécessaire de l'alimentation de la population, est aussi un facteur clé pour la croissance. La Chine et l'Inde ont montré que l'enrichissement (d'ailleurs très relatif) des agriculteurs a permis le développement de ces pays. Il convient aussi de travailler sur le stockage et la transformation des produits pour que la valeur ajoutée reste dans les pays en accompagnant la création d'industries agroalimentaires.

## **Une solidarité active avec le Sud : plus qu'une nécessité, une exigence morale**

---

L'inégalité sur le plan alimentaire n'est que la face émergée de l'iceberg : nous vivons dans un monde où la richesse globale n'a jamais été aussi forte et où elle n'a jamais été aussi inégalement répartie.

Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure à celle des 48 pays les plus pauvres ; à l'autre bout, trois milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour. Ces inégalités ne s'arrêtent pas là : au rythme actuel, l'objectif d'éducation primaire pour tous ne serait atteint qu'en 2120 selon le PNUD ; 6,5 millions de personnes sont touchées par le sida et seules 20 % sont sous traitement. Le sida a causé plus de 2 millions de décès dans le monde en 2007, dont les deux tiers en Afrique, où le virus reste la première cause de mortalité. Le paludisme, qui touche à 90% l'Afrique, fait quant à lui 2 millions de morts par an, un enfant meurt toutes les 30 secondes. Si les tendances actuelles persistent, les pauvres seront deux fois plus nombreux dans trente ans et la mortalité infantile en Afrique baissera des deux tiers en... 2165.

Voilà les défis majeurs pour le Sud. L'heure n'est plus aux hésitations. Trop de temps a été perdu. Trop d'erreurs ont été commises. Trop de dégâts ont été causés.

Penser le développement autrement, telle doit être notre ambition. Traçons ici quelques pistes.

Tout d'abord, les errements du passé nous l'ont appris, il n'y aura de victoires décisives qu'en nous appuyant sur les acteurs du développement eux-mêmes : négocier des contrats de développement évalués périodiquement, orientés sur les besoins essentiels comme l'éducation et la santé, auxquels seraient associés les acteurs non gouvernementaux ; faire de la coopération pour le développement une des priorités de la politique étrangère de la France ; encourager et structurer la coopération décentralisée comme par exemple à Lille où dans chaque politique municipale est inscrite une action concrète pour le Sud ; développer le micro-crédit... Nous pensons aussi que les élites qualifiées des diasporas doivent être mobilisées pour accompagner la politique de co-développement et de solidarité internationale de leurs régions d'origine et que des mécanismes de prise en charge de différentiels de salaires pour le retour de migrants hautement qualifiés doivent être étudiés. Il faut aussi aider les pays d'Afrique à renforcer leurs capacités étatiques et renforcer les organisations régionales et infra-régionales.

Rechercher une meilleure efficacité des actions ne dispense pas de poser le débat des moyens

supplémentaires sans lesquels les progrès ne seront pas à la hauteur des enjeux. A une aide publique plus importante – nous demandons le respect immédiat de l'objectif de 0,7% du PIB - plus efficace et impartiale dans sa répartition, doivent s'ajouter de nouvelles sources de financement prélevées sur les sources des désordres internationaux (comme la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux, du commerce des armes, des transports aériens en rendant obligatoire un versement sur chaque billet d'avion...) et une amélioration de la fiscalité sur les dons aux organisations de solidarité internationale. La lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale constitue également une source de financement des Etats les plus pauvres.

Et puis nous devons arrêter de reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre. Il faut aller jusqu'au bout des possibilités d'allègement et d'annulation de la dette, qui s'élève rien que pour les pays africains, à 250 milliards d'euros. Les pays développés doivent cesser de concurrencer les productions agricoles des pays en développement par des subventions mal orientées. Il faut rompre avec une logique qui attribue une aide 800\$ par an à une vache européenne, cent fois supérieure à l'aide européenne à un Africain. Il faut aussi en finir avec des règles commerciales qui déstabilisent les économies du Sud : le cycle de DOHA pour le développement ouvert en 2001 doit s'achever sur un résultat positif pour les pays en développement. Dans un autre domaine majeur, il faut une politique volontariste de production de médicaments génériques en Afrique et appuyer les recherches contre le paludisme par exemple. Autant que d'aide, les pays du Sud ont besoin de justice.

Au-delà, nous avons la conviction que la notion même de développement doit être dépassée. Nous devons penser nos relations avec le Sud en termes de « progrès partagé ». Cela implique le respect mutuel, la reconnaissance de l'apport de chaque civilisation, les échanges culturels aussi.

### **III-3 Pour une paix durable**

---

La paix est notre bien le plus précieux. Avec l'Europe et le Nord-Sud, les politiques pour la préserver constituent un pilier de ce nouvel internationalisme que nous voulons.

Or, comment ne pas s'inquiéter de l'évolution actuelle du cours des choses ? Quatorze conflits armés sont en cours et 61 opérations de maintien de la paix. Les dépenses militaires ont augmenté de 45% au cours des dix dernières années. La hausse est particulièrement spectaculaire pour la Chine (triplement) et plus récemment pour la Russie qui explique à elle seule 85% de la hausse en 2007. Les Etats-Unis représentent désormais 45% des dépenses militaires mondiales ce qui est sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Pendant plus de 40 ans, la guerre froide a divisé une grande partie du monde en deux camps opposés. Le nouvel ordre mondial est beaucoup plus complexe et plus fragile, avec de nouvelles menaces, plus diverses et imprévisibles : une nouvelle politique de sécurité internationale doit être conçue au niveau mondial.

L'ONU, qui doit être réformée pour être plus efficace et mieux représenter les différentes régions de la planète dans son Conseil de Sécurité, constitue pour nous le seul cadre possible. Le fiasco irakien montre à quel point toute action en dehors de ce cadre est non seulement dangereuse, mais aussi vouée à l'échec.

Georges BUSH, ne nous y trompons pas, a profondément déstabilisé le monde en lançant sa croisade du « bien » contre le « mal ». Nous devons tout faire pour éviter le choc des civilisations auquel cette politique nous mène tout droit. Le multilatéralisme doit être notre cadre d'action et l'alliance des civilisations notre objectif.

A cet égard, nous sommes opposés à la transformation que prépare Nicolas SARKOZY de notre armée en une simple division de l'OTAN, en y réintégrant le commandement militaire. Notre diplomatie en paierait le prix notamment en nous fragilisant aux yeux des pays arabes.

Nous devons au contraire nous concentrer sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Avec celle-ci, l'UE est capable de mener une grande variété de missions de paix, civiles ou militaires (13 opérations déjà conduites) Aucun nouveau transfert de souveraineté n'est envisageable ni souhaitable en dehors de ce cadre. La question du deuxième porte avion nucléaire français doit être aussi reconsidérée pour aboutir au plan européen ou à tout le moins transnational. C'est une question d'efficacité militaire et financière.

L'Union Européenne comme la France doivent aussi être à la pointe des efforts pour empêcher une course à l'armement. Nous devons appuyer la ratification mondiale de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnelles, contribuer au travail d'Oslo visant à interdire les bombes à fragmentation, promouvoir un traité mondial sur le contrôle du commerce des armes, et œuvrer pour la non prolifération des armes nucléaires. Nous devons tout faire pour que l'Iran ne se dote pas de l'arme nucléaire. Celle-ci relancerait la prolifération dans la région. Nous devons agir à cet égard dans le cadre strict des instances internationales c'est-à-dire du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Dans cette nouvelle alliance des civilisations que nous prônons, deux questions nous semblent très importantes. La première est celle du règlement du conflit israélo-palestinien, dramatique pour les hommes et les femmes qui en subissent directement les conséquences dramatiques depuis des décennies, mais aussi pour l'ensemble du monde en alimentant les ressentiments entre les peuples. Des solutions existent. L'Europe et la France doivent pleinement s'impliquer pour qu'elles se concrétisent. Le départ de l'administration Bush, et, espérons-le l'arrivée de Barak Obama aux responsabilités, doivent être mis à profit pour relancer et faire aboutir le processus de paix.

La question de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne est également fondamentale. Rien ne serait pire que de revendiquer pour l'Europe de devenir un « club chrétien ». C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à la poursuite des négociations. Le chemin sera long et nous ne devons faire aucune concession sur nos valeurs. Il faudra nous y préparer nous mêmes car nous devons prendre au sérieux les arguments de ceux qui craignent la dilution et l'affaiblissement de l'Europe. Ils ont raison sur l'analyse, mais pas sur les conclusions qu'ils en tirent, car il est indispensable, pour la philosophie même de l'Europe, mais aussi pour l'équilibre du monde, de ne pas fermer cette perspective.

### III-3 Pour une mondialisation des normes sociales et environnementales

---

Agir pour la paix, c'est aussi agir sur les processus qui sont à l'origine des conflits. Même si rien n'excuse l'emploi des armes ou le terrorisme que nous condamnons avec force, nous en connaissons les ferments. Nous avons évoqué le soutien au développement du Sud. Nous pensons, au-delà, qu'il faut une véritable révolution dans les institutions et les règles qui régissent les relations entre les nations et les ensembles régionaux.

Une réforme profonde des instances politiques mondiales est nécessaire. Le conseil de sécurité de l'ONU doit être revu, on l'a dit, le système économique et financier (FMI et Banque Mondiale) doit être encadré et rééquilibré. Le rôle de l'Europe est ici majeur : les européens doivent renforcer leur poids politique, pour promouvoir ensemble la régulation, parler d'une même voix le plus souvent possible.

Un rééquilibrage de la hiérarchie des normes s'impose également. Aujourd'hui dominée par les normes commerciales et financières, elle doit être modifiée pour mettre au premier plan les normes sociales et environnementales. Nous sommes favorables à la création d'un Conseil économique et social mondial, arbitrant entre les différentes organisations internationales pour faire prévaloir les droits sociaux, la santé, la culture, l'environnement sur les règles financières et commerciales. La place de l'OIT doit être renforcée. Nous soutenons également la création d'une agence mondiale de l'environnement pour veiller à la mise en œuvre du protocole de Kyoto, à la protection de la biodiversité et à la préservation des catastrophes naturelles, question ô combien d'actualité. La notion de biens publics mondiaux, représentatifs de l'intérêt général international, doit être promue au nom du développement durable que nous voulons pour notre planète.

Enfin, nous refusons que le combat de la France pour les droits de l'homme soit remis au second plan : nous disons non à la diplomatie « *du carnet de chèque* » magnifiée par Nicolas SARKOZY. L'Etat doit bien sûr aider ses entreprises à conquérir des marchés et l'implication personnelle du chef de l'Etat ne nous choque pas. Mais la défense des Droits de l'Homme doit primer en toute circonstance. L'accueil en grande pompe des dirigeants, un jour de la Libye et l'autre de la Syrie est à cet égard profondément critiquable. Ces actes, associés à des discours catastrophiques comme celui du Président à Dakar en 2007, niant le rôle de l'Afrique dans l'Histoire et mettant en doute ses perspectives d'avenir, écornent largement l'image de la France dans des pays qui attendent beaucoup de nous.

Reprenons le flambeau d'une France porteuse des droits de l'Homme et d'un monde plus juste, d'un nouvel internationalisme en d'autres mots.

\*\*\*

## IV- Remettre la société en mouvement

---

Revendiqué par le politique, notre projet de société doit, pour pouvoir transformer réellement la société, susciter l'adhésion puis la mobilisation du plus grand nombre. La mise en œuvre du projet, les voies et les moyens de la transformation sociale doivent être partagés avec les Français.

La démocratie ne se découpe pas. Elle doit s'appliquer à tous les pans de notre société. Elle doit se pratiquer jusqu'au bout, dans les comportements, dans les institutions, avec les citoyens. La démocratie dans les comportements, c'est d'abord l'attitude honnête et responsable des acteurs politiques. Du principe de responsabilité, fondamental en démocratie, la droite ignore tout. La démocratie dans les institutions, c'est le refus du césarisme par lequel tout peut être tranché à l'Élysée, par le Prince ou l'un de ses conseillers. C'est la réforme de l'État qui doit permettre de démocratiser davantage notre république.

### IV-1 Des institutions adaptées aux exigences de la démocratie

---

Même si la question des institutions n'est pas la préoccupation essentielle des français, nous vivons dans un système dont les modes de fonctionnement sont manifestement en décalage avec les attentes de citoyens qui souhaitent un système politique plus simple, plus lisible, plus transparent et plus efficace. Pour répondre à ces exigences, notre démarche politique doit s'inscrire dans la perspective d'une transformation profonde de la V<sup>ème</sup> république, qu'on l'appelle ou non VI<sup>ème</sup> République.

L'arrivée au pouvoir de Nicolas SARKOZY marque une présidentialisation excessive du régime qui n'est pas sans danger sur l'avenir de nos institutions. Nous refusons catégoriquement cette dérive. Le rééquilibrage de nos institutions reste une de nos priorités pour demain et doit aller au-delà des réformes récemment proposées par la droite au pouvoir.

Il faut remettre le Parlement au cœur de la démocratie, rendre son travail plus efficace et renforcer son rôle de contrôle de l'exécutif. Nous devons réformer le mode d'élection des sénateurs pour que l'alternance soit enfin possible au Sénat : c'est une absolue nécessité.

Concrètement cela passe par : une réforme du mode de nomination des organes de régulation démocratique; une réforme du collège électoral du Sénat et l'introduction d'une part significative de proportionnelle à l'Assemblée ; un renforcement conséquent des droits du Parlement excluant ainsi toute dérive présidentialiste qu'induirait la possibilité pour le président de la République de venir s'y exprimer ; une réforme garantissant l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias audiovisuels qui n'ont jamais été autant malmenés que depuis que M. Sarkozy est président de la République ; la prise en compte du temps de parole du président de la République ; le droit de vote des étrangers aux élections locales. Le cumul des mandats et des fonctions doit enfin être strictement limité.

Nous devons aussi franchir une nouvelle étape majeure dans la décentralisation. N'oublions pas que c'est grâce à la gauche, à l'initiative de Pierre Mauroy, que nous avons réussi la révolution tranquille de la décentralisation.

La nécessaire réorganisation territoriale devra faire l'objet d'un vrai débat national de refondation de la décentralisation.

Les Régions plus que jamais sont structurantes du développement des territoires. Il faut affirmer plus encore leur rôle prépondérant en matière de développement économique, de formation et de

transports. Les Régions ont également un rôle majeur à jouer dans la réduction des inégalités en leur sein. C'est ce que font les régions socialistes, comme la Région Nord-Pas-de-Calais, qui par ailleurs investit aussi de manière extrêmement volontariste dans un plan cancer essentiel dans une région où l'espérance de vie est la plus basse de France, dans les grands projets urbains au profit des quartiers défavorisés, ou dans des TER-GV qui réduisent considérablement les temps et les coûts de transports pour les habitants. Nos Régions doivent être dotées des moyens et compétences qui leur permettront de rivaliser, et de coopérer pleinement avec les grandes régions européennes.

Le rôle des Départements devra y être évoqué aussi. Car dans un contexte de régression des droits sociaux provoquée par les décisions du gouvernement, les Départements, collectivités de proximité par excellence de par leur histoire et leurs compétences, constituent un rempart protecteur pour les plus fragiles de nos concitoyens, en assurant un service public de qualité et une solidarité entre les personnes comme entre les territoires.

Il faudra aussi accorder aux collectivités locales les moyens de leurs missions, actuelles et futures. Le transfert de compétences sans moyens correspondants auquel se livre la droite en permanence est inacceptable. Les dotations de l'Etat doivent compenser à l'euro/l'euro tout transfert ; elles doivent évoluer au minimum comme les prix, et au-delà bénéficier des fruits de la croissance ; elles doivent réellement faire jouer la solidarité nationale au profit des territoires les plus défavorisés. Enfin, l'autonomie fiscale ne saurait être remise en cause. En particulier, il est urgent de réformer la taxe professionnelle. Ressource majeure pour les intercommunalités, et importante pour les régions et beaucoup de communes, les réformes successives ont cassé sa dynamique conduisant à une véritable asphyxie financière.

Nous devons enfin parfaire la démocratie locale en instaurant l'élection des conseils des intercommunalités au suffrage universel.

## **IV-2 Des acteurs sociaux confortés**

---

Le paritarisme et la négociation collective sont les deux outils majeurs des syndicats pour défendre les intérêts collectifs des salariés et pour adapter le droit à leur environnement.

Le paritarisme, qui a joué un rôle aussi important dans notre pays depuis 1945 vole aujourd'hui en éclats, à l'UNEDIC comme à la Sécurité sociale. Le gouvernement accentue cette crise par des décisions autoritaires et brutales. Nous devons agir pour que les partenaires sociaux retrouvent toute leur place, l'État demeurant le garant de l'ordre public social.

La négociation collective doit être un mode naturel de définition des conditions de travail. Elle est aujourd'hui en panne, quand le gouvernement ne la bafoue pas en remettant en cause les accords signés. La négociation doit se développer à nouveau, au niveau interprofessionnel, de branche ou d'entreprise. C'est un enjeu majeur pour la démocratie sociale. Par ailleurs, l'accord majoritaire doit être exigé à chaque fois qu'il est dérogoire au niveau supérieur, et dans des domaines autorisés par la loi.

Pour ce faire, nous avons besoin de syndicats forts et représentatifs. Nous devons débattre avec eux les moyens de les renforcer. Par exemple, ne peut-on donner à chaque salarié un chèque syndical (financé par l'entreprise et l'Etat) qui permette à chacun de le verser au syndicat de son choix. Pourquoi ne pas organiser les élections professionnelles (comités d'entreprises comme délégués du personnel) tous les deux ans le même jour en France pour permettre aux syndicats d'organiser une véritable campagne nationale, mobilisant les salariés, et adaptée ainsi aux réalités de chaque entreprise.

## IV-3 Des citoyens écoutés et actifs

---

Nous sommes attachés à la participation des citoyens autant qu'au légitime pouvoir de décision de leurs représentants élus.

Le partage des rôles est pour nous clair. Nous voulons le plus possible associer les citoyens à la préparation de la décision publique et à sa mise en œuvre. Mais après information et consultation, la décision finale doit rester du ressort des élus, garants de la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Sur les grands sujets de société, nos concitoyens ont à la fois besoin d'être informés et de s'exprimer. Des Etats Généraux sur l'école ou sur la santé doivent permettre à tous les acteurs de se rencontrer, de débattre, d'apporter des solutions. Ils constituent un élément concret de la démocratie, surtout s'ils sont précédés d'une phase d'information à laquelle sont associés des experts et des scientifiques, chargés d'apporter l'état des connaissances.

Parce que l'Etat ne peut pas toujours tout, les citoyens doivent s'impliquer personnellement pour faire évoluer le cours des choses. Sur certains thèmes, les institutions et les citoyens doivent s'associer dans des campagnes de sensibilisation et des actions communes. C'est vrai en matière de sécurité routière par exemple, mais également en matière d'environnement. Pourquoi ne pas consacrer, à l'échelle du pays, chaque année, la valorisation et la promotion d'un thème particulier comme l'alimentation ou l'eau ? Nous devons ainsi dire et montrer à nos concitoyens qu'on peut économiser l'eau, réduire l'effet de serre par des moyens de transport ou de consommation différents, limiter la quantité de nos déchets avant même de les traiter.

Chacun doit pouvoir s'exprimer là où il vit sur ce qui le concerne directement. Ce qui est vrai des salariés dans l'entreprise, doit le devenir de manière moins formelle et plus pertinente partout : les parents d'élèves dans les conseils de crèches ou des écoles, les locataires auprès des bailleurs, les usagers des services publics (les malades à l'hôpital, les voyageurs dans les transports, les chômeurs dans le service public de l'emploi). Beaucoup de ces représentations existent. Il faut les multiplier et les rendre effectives.

Dans la vie locale, beaucoup reste aussi à faire pour vivifier notre démocratie et permettre à tous les citoyens de participer à la vie de la cité, à tous les habitants de s'exprimer sur ce qui les intéresse directement. Il faut ainsi généraliser les conseils de quartiers munis de pouvoirs et de budgets propres, composés de membres représentant réellement les forces vives du quartier. Nous devons en définir les seuils et les modalités. Pourquoi ne pas développer partout des «forums citoyens» qui permettent à chacun de s'exprimer sur la qualité des espaces publics, des services rendus par la municipalité par exemple ? Il nous faut par ailleurs développer les ateliers urbains qui permettent aux habitants de s'exprimer très en amont sur l'aménagement d'une place, la création d'une crèche ou d'un pôle sportif.

Et dans tous les cas, il faut faire en sorte d'aider ceux qui ne s'expriment jamais (les plus exclus, les plus en difficulté...) à le faire sous des formes diverses passant souvent par des associations.

Notre ambition, à travers la démocratie participative comme à travers les autres propositions que nous formulons est de faire de chaque homme et chaque femme un citoyen respecté et respectueux, un citoyen responsable et solidaire.

## IV-4 Un parti mobilisé pour une gauche solidaire

---

Nous ne parviendrons pas, comme nous le souhaitons, à incarner une perspective crédible aux yeux des français si nous ne nous remettons notre parti en ordre de marche.

La première priorité est de **retrouver l'envie d'être ensemble**. Comment être crédibles aux yeux des français si nous continuons à offrir le visage de la division et des ambitions personnelles ? Retrouvons de la fraternité et de la convivialité entre nous. Construisons une majorité soudée, unie par un **pacte de confiance** et dont le seul objet sera de travailler, de manière organisée, pour préparer un projet porteur d'espérance pour les français et le rendre crédible à leurs yeux. Ne nous y trompons pas : aucun candidat, quel qu'il soit n'a la moindre chance de l'emporter face à la droite en 2012 en dehors de cette démarche. Nous sommes favorables à une direction resserrée et pleinement engagée sur la préparation de notre projet, au-delà des amitiés personnelles et des fidélités historiques, qui sont respectables par ailleurs.

La deuxième priorité est de **nous remettre au travail**. Nous n'avons pas su actualiser nos réponses aux défis du 21<sup>e</sup> siècle, parce que nous n'avons pas assez travaillé. Il faut réanimer le débat d'idées, nous mettre à l'écoute des forces vives de notre pays, le monde intellectuel et les acteurs économiques, sociaux et culturels, et bien sûr tous les militants.

Avoir de bonnes idées ne suffit pas : il faut les **partager et les faire partager**. Il nous faut une direction capable de prendre des positions claires et courageuses, d'organiser la parole collective et de parler d'une seule voix dans le débat public. Cela suppose d'abord d'aller jusqu'au bout des débats, et lorsque nous avons des divergences, de les trancher. C'est la raison pour laquelle par exemple nous devons renouer avec les grandes conventions nationales, dont c'est la fonction, sur les questions qui préoccupent les français. Le bureau national et les bureaux fédéraux doivent redevenir des lieux de débat et de décision, en phase avec la société.

La liberté de débat au sein du parti a pour corollaire le **respect des décisions** lorsqu'elles sont prises. Sans cela, il n'y a pas de Parti. La cacophonie actuelle a pour seul résultat de nous rendre inaudibles. Les idées qui ne sont pas portées collectivement n'ont pas plus de force qu'un feu de paille. Lorsque nous avons adopté une ligne, le parti socialiste doit parler d'une seule voix. Pas seulement celle du premier secrétaire : nous sommes favorables à des responsabilités fortes confiées aux secrétaires nationaux, y compris pour exprimer publiquement la parole du parti socialiste en notre nom à tous. Il nous faut aussi une direction capable de faire respecter les décisions de notre parti à tous les niveaux de responsabilité.

Troisième priorité, nous devons enfin **mieux représenter la société** que nous voulons transformer, en décidant d'introduire la parité, la diversité sociale et culturelle dans toutes les instances du parti, ainsi qu'en nous fixant des exigences de renouvellement. C'est comme cela, et par la convivialité que nous aurons su retrouver, que nous parviendrons à devenir un grand parti de militants. Nous devons aussi être davantage sur le terrain en diversifiant nos modes d'action et en étant davantage présents dans les organisations syndicales, les associations, les comités et fêtes de quartier, les conseils d'écoles... : les militants le souhaitent, nous devons les y aider en organisant cette présence.

Nous devons mieux tirer **parti de nos expériences et de nos expertises locales**. Les élus socialistes agissent tous les jours pour que notre idéal et nos valeurs deviennent réalité dans nos Régions, nos Départements, nos Villes, nos Agglomérations et nos pays. Et ils sont très largement appréciés par les Français, comme le montrent les résultats électoraux. Tout n'est pas à inventer ou réinventer, mais parfois simplement à valoriser, y compris la gestion plurielle de nos collectivités. Les élus locaux devront avoir toute leur place dans les instances nationales, comme dans les différentes commissions de notre Parti.

Enfin, dernière priorité, mais ô combien essentielle : nous devons **prendre une dimension pleinement européenne** et internationale. Ce qui se passe à l'autre bout du monde est aujourd'hui souvent aussi important, y compris pour nous, que ce qui se passe à côté de chez nous. Les dirigeants socialistes doivent être aussi souvent à Bruxelles, à Strasbourg, à Pékin, à New-Delhi, Sao-Paulo, à Washington ou à Dakar que rue de Solferino. Nous devons tout particulièrement nous investir dans le PSE, avec le premier secrétaire en première ligne. Nous devons peser sur le contenu du programme des socialistes européens. Le PSE devra organiser dans tous les pays d'Europe des grands débats en s'appuyant sur les partis nationaux. Nous sommes également favorables à ce que les socialistes européens choisissent un candidat unique qui aura vocation à être proposé comme candidat des socialistes à la présidence de la commission européenne si le PSE arrive en tête. Bien sûr, dans le cadre des institutions actuelles, rien n'impose aux chefs d'Etats et de gouvernement de proposer ce candidat, mais rien ne l'interdit non plus. Les liens doivent se nouer à tous les niveaux : chaque section du parti socialiste pourrait ainsi échanger régulièrement avec une section d'un autre parti socialiste en Europe.

\*\*\*

Au-delà du Parti Socialiste, c'est **l'ensemble de la gauche politique, sociale et citoyenne que nous souhaitons mobiliser** autour de la construction d'un projet de société alternatif. Notre objectif est d'associer toutes les forces de gauche à la définition et à la promotion de ce projet commun, qui s'enrichit de nos différences et qui s'appuie sur notre complémentarité. Nous voulons le faire partager par les autres formations politiques de progrès et le faire porter le moment venu par une gauche solidaire.

Une gauche solidaire, c'est une gauche dont le projet se construit autour de la solidarité mais aussi dont les pratiques tournent le dos au chacun pour soi. Nous ne faisons pas de l'objectif du « *parti unique* » ou des « *primaires* » à gauche, une question préalable. Le préalable, c'est la recherche d'une ligne nouvelle et fédératrice des forces de gauche et de progrès.

La gauche solidaire doit ensuite doter d'un **pacte de mandature** avant la prochaine élection présidentielle. Le quinquennat a changé la V<sup>ème</sup> République. Quel que soit l'homme ou la femme qui incarnera la gauche au second tour de la présidentielle, et au premier si nous parvenons à nous mettre d'accord sur un candidat unique, il ou elle ne saurait le faire que sur la base d'un pacte commun à toute la gauche. « *Le pluralisme serait un malheur si chacune de ses composantes n'avait pas une hospitalité pour chacune des autres* » a très justement dit Massimo Cacciari, ancien maire de Venise. Cela vaut d'ailleurs pour la gauche comme au sein de notre parti.

Il reviendra demain à celui ou celle qui aura la charge d'animer notre Parti d'impulser cette dynamique de rassemblement avec les autres forces de gauche et de progrès, nous permettant ainsi de rassembler toutes celles et tous ceux qui refusent le système mis en place par l'actuel Président de la République, toutes celles et tous ceux qui partagent nos valeurs d'humanisme, de modernité et de justice sociale.

\*\*\*

## V- Conclusion

---

Il n'y a pas d'ordre sans justice. Il nous faut réinventer des règles qui encadrent et qui protègent car nous savons que les crises énergétiques, écologiques, sociales, alimentaires et financières ont aujourd'hui une cause en commun : l'absence de régulation.

La vraie modernité est bien là. Nicolas Sarkozy est archaïque lorsqu'il pense qu'il faut déréguler et faire reculer toujours plus l'Etat et les services publics.

Pour réussir cela, le travail est immense. Il nous faut réconcilier les aspirations individuelles et les protections collectives, réinventer les réponses d'aujourd'hui à partir de nos valeurs de toujours.

Moment essentiel dans la vie de notre Parti, notre Congrès doit être l'occasion pour nous de répondre aux attentes des Françaises et des Français et de sortir de ces querelles vaines et stériles que nos concitoyens ne supportent plus.

Nous donnons trop aujourd'hui l'image d'un Parti plus préoccupé de tout et de lui-même que de la détresse des gens. Nous devons donc recentrer nos discours et nous adresser en priorité à celles et ceux qui ont le plus à craindre de la politique du Président de la République. Chacun voit bien que les milieux populaires sont les plus exposés aux crises de la société française mais que les classes moyennes sont aujourd'hui touchées de plein fouet par les effets néfastes de la politique de la droite, sans oublier bien sûr les retraités. Nous devons être en capacité de nous adresser à toutes celles et à tous ceux qui malheureusement ne croient plus en nous.

L'heure n'est pas aujourd'hui à s'interroger sur celui ou celle qui mènera la bataille de la prochaine élection présidentielle. L'heure est venue de s'interroger sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons proposer aux Français.

Laissons le « je » au vestiaire et soyons prêts à rentrer sur le terrain des idées et des actions avec le « nous » !

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui sorte fortifié de notre congrès, uni dans la bataille des idées et porteur d'un projet fort,

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui rassemble toutes les formidables énergies qui le composent au service d'une seule et même ambition : une société plus juste,

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui retrouve l'envie du travail collectif, l'envie des idées partagées,

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste dont le Premier Secrétaire aura pour mission d'animer un collectif rassemblé autour d'un seul et même objectif : porter nos idées de justice sociale et de progrès et proposer à nos concitoyens un projet pour l'avenir.

Notre Congrès doit nous permettre de réaffirmer notre identité socialiste, un socialisme rénové au diapason de ce monde qui bouge sans cesse autour de nous.

Ne soyons pas frileux sur ce que nous sommes. Soyons fiers des congés payés, de l'abolition de la peine de mort, de la parité, du PACS, des 35H, de la CMU... Soyons fiers de ce nous faisons avec succès dans nos régions, nos départements et nos villes.

Mais soyons aussi enthousiastes pour inventer le projet de demain, pour retrouver les chemins d'une croissance forte et durable alors que la droite rate aujourd'hui le rendez-vous historique de la compétitivité, mais aussi pour redonner sa chance à chacun, pour construire un monde plus juste et moins dur, en France comme dans le monde grâce à une Europe forte et sociale.

Nous voulons retrouver la gauche collective, créative, solidaire et joyeuse. Retrouvons cette joie d'être de gauche, d'être à gauche.

Nos valeurs constituent la véritable identité de notre pays. La France n'a jamais été aussi forte dans son histoire et les Français jamais aussi heureux que lorsqu'ils ont été unis par la fraternité et ont porté haut les droits de l'homme ici et ailleurs.

Redonnons-leur cette envie. Ensemble. Travaillons sur nos contributions, échangeons, inventons. Emparons-nous du débat d'idées, laissons de côté le choc de personnalités.

Les Français nous regardent. Ils attendent de nous une autre perspective. Ils veulent que nous soyons à la hauteur. Alors, avançons ensemble !

\*\*\*





